Quatre-vingt-huitième année. — N° 63. Le Numéro : 15 francs. Jeudi 15 Mars 1956.

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

# LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

| ABONNEMENTS | LOIS ET DÉCRETS | | | Documents administratifs | DÉBATS | | | Conseil économique | | Documents | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union française | Avis et Rapports | Bulletin | Assemblée nationale | Conseil de la République | Assemblée Union fr. |
| C. C. P. : 9063.13, Paris | UN AN | SIX MOIS | TROIS MOIS | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN | UN AN |
| | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS | FRANCS |
| Métropole et Outre-mer . . | 3.450 | 1.800 | 950 | 300 | 800 | 600 | 400 | 250 | 550 | 1.000 | 500 | 250 |
| Etranger. . . . . | 6.600 | 3.400 | 1.750 | 500 | 2.100 | 1.600 | 800 | 450 | 850 | 1.700 | 800 | 400 |

L'Édition des **LOIS ET DÉCRETS** comprend : les textes des lois, décrets, arrêtés, circulaires, avis, informations, annonces et tables mensuelles.

Les Éditions des **DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent le compte rendu *in extenso* des séances, les questions écrites et les réponses des ministres.

Éditions du **CONSEIL ÉCONOMIQUE** { Avis et rapports ; Bulletin analytique des séances.

Les Éditions des **DOCUMENTS de L'ASSEMBLÉE NATIONALE, du CONSEIL DE LA RÉPUBLIQUE et de l'ASSEMBLÉE DE L'UNION FRANÇAISE** comprennent les projets et propositions de loi, rapports et avis des commissions.

L'Édition des **DOCUMENTS ADMINISTRATIFS** comprend les rapports et statistiques des administrations.

*Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés.*

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION : 31, Quai Voltaire, Paris (7e). — Tél. : LIT 27-91

*Vient de paraître:*

**PRIMES A L'AMELIORATION DE L'HABITAT RURAL**

Le décret n° 55-1277 du 19 septembre 1955 (*Journal officiel* du 19-20 septembre 1955), l'arrêté du 1er octobre 1955 et la circulaire du 6 octobre 1955 (*Journal officiel* du 7 octobre 1955) relatifs aux **demandes**, à l'**octroi provisoire ou définitif**, aux **conditions générales** et aux **modalités d'attribution des primes à l'amélioration de l'habitat rural**, suivis de la circulaire du 29 novembre 1955 (*Journal officiel* du 2 décembre 1955) concernant la **participation des collectivités locales et des employeurs**, ont été réunis dans une brochure spéciale, de format in-8° carré, tirée sur beau papier et présentée sous couverture forte.

Ce fascicule de 32 pages est vendu sous le n° **1051**, au prix de **50 F**, ou expédié franco sur simple demande accompagnée du montant adressée à la Direction des Journaux officiels, 31, quai Voltaire, Paris (7e).

(*Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal* [*C. C. P.* 9063-13 *Paris*].)

## SOMMAIRE

### DECRETS, ARRETES ET CIRCULAIRES

**PRESIDENCE DU CONSEIL**

*Arrêtés* portant détachements (administration centrale) (p. 2527).

**MINISTERE DE LA JUSTICE**

*Décrets* des 12 et 13 mars 1956 portant nominations, maintien en service détaché et admission à la retraite (magistrature) (p. 2527).

*Décret* n° 56-222 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice (rectificatif) (p. 2527).

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

*Décret* n° 56-252 du 2 mars 1956 relatif à la participation de magistrats tunisiens au fonctionnement des tribunaux français de Tunisie (p. 2527).

*Décret* du 12 mars 1956 portant nomination d'un consul (p. 2528).

*Arrêté* portant délégation de signature (p. 2528).

*Arrêté* portant acceptation de démission (adjoints de contrôle au Maroc) (p. 2528).

**MINISTERE DE L'INTERIEUR**

*Décret* du 12 mars 1956 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique (p. 2528).

**MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES**

*Citations* à l'ordre de l'armée (p. 2528).

*Citations* à l'ordre de l'armée aérienne (p. 2528).

*Tableaux* complémentaire et exceptionnel d'avancement de l'année 1956 (armée de terre, active) et *décret* du 7 février 1956 portant promotions (p. 2529).

*Décret* du 12 mars 1956 portant promotion d'officiers relevant de la direction centrale des constructions et armes navales (p. 2529).

*Décret* du 13 mars 1956 portant nominations et promotion dans le cadre des officiers de réserve du service de santé (armée de l'air) (p. 2529).

*Arrêtés* du 6 mars 1956 relatifs aux indemnités de responsabilité des régisseurs d'avances (p. 2530).

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

*Arrêtés* du 12 mars 1956 portant organisation du Bureau de la mobilisation économique du département des affaires économiques et chargeant un inspecteur général de l'économie nationale d'assurer la direction de ce bureau (p. 2530).

**Industrie et commerce.**

*Décret* du 14 mars 1956 portant délégation de signature (p. 2531).

**Reconstruction et logement.**

*Décret* du 13 mars 1956 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur (p. 2531).

*Arrêté* du 9 mars 1956 relatif aux rémunérations applicables à certains personnels temporaires de service de l'administration centrale du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement (p. 2531).

*Arrêté* portant nomination du vice-président de la commission prévue par l'article 1er du décret n° 55-119 du 19 janvier 1955 (p. 2532).

*Arrêté* portant nomination et cessation de fonctions (régisseurs d'avances) (p. 2532).

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

*Arrêté* du 8 mars 1956 relatif au dépôt des demandes de bourses d'enseignement supérieur (p. 2530).

**MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER**

*Décret* n° 56-253 du 12 mars 1956 portant modification au régime des congés de personnels de l'enseignement en service dans certains territoires d'outre-mer (p. 2532).

*Décret* du 10 mars 1956 approuvant la délibération n° 72 du 2 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française modifiant le code général des impôts directs (p. 2532).

*Décret* du 7 mars 1956 approuvant la délibération n° 512 GC/55 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 8 novembre 1955 modifiant l'article 85 du décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes en Afrique occidentale française (p. 2532).

*Décret* du 3 mars 1956 approuvant les délibérations nos 516 et 497 du 8 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières (p. 2533).

*Décret* du 12 mars 1956 approuvant la délibération n° 55 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant la taxe sur les véhicules à moteur (p. 2533).

*Décret* du 12 mars 1956 approuvant une délibération n° 56 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant le régime de l'impôt du minimum fiscal (p. 2533).

*Décret* du 12 mars 1956 approuvant la délibération n° 59 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant les règles d'assiette de la contribution mobilière (p. 2533).

*Décret* du 12 mars 1956 portant promotion au grade d'ingénieur général des travaux publics de la France d'outre-mer (p. 2533).

*Arrêté* du 6 mars 1956 portant ouverture de crédits (fonds de concours) (p. 2533).

*Arrêté* du 9 mars 1956 portant ouverture d'un concours pour le recrutement de sténodactylographes à l'administration centrale (p. 2534).

*Arrêté* portant nomination du commissaire du Gouvernement auprès de la Société professionnelle des producteurs de sisal de l'Union française (p. 2534).

*Arrêtés* portant mise en disponibilité, détachement et admission à la retraite:

Administration générale (p. 2534).

Agriculture (p. 2534).

Service de santé (p. 2534).

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES**

**Santé publique et population.**

*Arrêté* du 9 mars 1956 agréant un système de cercueil hermétique (p. 2534).

*Arrêté* portant titularisation (contrôle sanitaire aux frontières) (p. 2534).

**MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**

*Décret* du 12 mars 1956 portant approbation d'une disposition statutaire par application de l'article 99 (3°) de la loi du 19 octobre 1946 (p. 2534).

**Nominations à des emplois réservés** (p. 2535).

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

**Assemblée nationale.** — Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Vérification de pouvoirs. — Modification aux listes électorales des membres des groupes. — Nominations de membres d'une commission extra-parlementaire. — Convocation de bureau. — Réunions du jeudi 15 mars 1956 (p. 2535).

**Conseil de la République.** — Ordre du jour. — Liste des documents mis en distribution. — Convocation de commission. — Réunions de commissions. — Avis de concours pour l'emploi de dame secrétaire (sténodactylographe) des services du Conseil de la République (p. 2537).

## INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

Ordre du jour. — Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution. — Réunions de commissions des 13 et 14 mars 1956 (p. 2539).

## AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

**Ministère de la défense nationale et des forces armées.**

*Avis* relatif à l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'ouvriers professionnels à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (terre) (p. 2540).

**Ministère des affaires économiques et financières.**

*Avis* du groupe permanent d'études des marchés de denrées alimentaires relatif aux conditions d'achat des farines de blé (p. 2540).

*Avis* aux importateurs de choux et de poireaux originaires et en provenance du Danemark et d'Espagne (modificatif) (p. 2540).

*Avis* aux importateurs de matériels d'équipement, de demi-produits, de petit outillage, d'ouvrages en métaux et de pièces détachées originaires et en provenance de la zoe dollar (p. 2540).

*Machines à timbrer:* Autorisations et retraits (p. 2542).

*Résultats* du tirage de la neuvième tranche de la loterie nationale 1956 (p. 2547).

*Statistique* mensuelle des vins et cidres (février 1956) (p. 2548).

**Ministère des affaires sociales.**

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

*Avis* de concours pour le recrutement d'un rédacteur à l'hôpital-hospice de Fréjus (Var) (p. 2540).

**Bulletin** des recettes de la Société nationale des chemins de fer français (8e semaine de 1956) (p. 2552).

**Annonces** (p. 2553).

## DEBATS PARLEMENTAIRES

(PUBLICATIONS SPÉCIALES VENDUES SÉPARÉMENT)

**N° 29 A. N.**

**Assemblée nationale.** — Compte rendu *in extenso* des débats du mercredi 14 mars 1956. — Questions écrites. — Réponses des ministres aux questions écrites (p. 917).

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PRESIDENCE DU CONSEIL

### Administration centrale

Par arrêté du 12 mars 1955:

L'arrêté interministériel du 30 décembre 1953 est annulé.

M. Burlot (Gilbert), administrateur civil de 1re classe à la présidence du conseil (secrétariat général du Gouvernement), est détaché en la même qualité auprès de l'administration centrale du ministère des anciens combattants et victimes de guerre, pour la période du 1er novembre 1953 au 30 septembre 1955 inclus, dans les conditions ci-après:

Administrateur civil 1re classe, 1er échelon (indice 525): du 1er novembre 1953 au 15 août 1955 inclus;

Administrateur civil 1re classe, 2e échelon (indice 565): du 16 août 1955 au 30 septembre 1955 inclus.

Par arrêté du 12 mars 1955, M. Burlot (Gilbert), administrateur civil de 1re classe, 2e échelon (indice 565), à la présidence du conseil (secrétariat général du Gouvernement), est détaché en qualité de sous-directeur du cadre temporaire, 2e échelon (indice 600), auprès du ministère des anciens combattants et victimes de guerre (office national des anciens combattants et victimes de guerre), pour une durée maximum de cinq ans, à compter du 1er octobre 1955.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Décret du 12 mars 1956 portant nomination et maintien en service détaché d'un magistrat.

Par décret en date du 12 mars 1956:

M. Lemerle, substitut de procureur général de cour d'appel, placé en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères (services des affaires allemandes et autrichiennes), e t nommé procureur de la République près le tribunal de première instance de Quimper, en remplacement de M. Brouard-Letaillandier, qui a été admis à faire valoir ses droits à la retraite.

M. Lemerle, nommé par le présent décret procureur de la République près le tribunal de première instance de Quimper, sera, à compter de son installation dans lesdites fonctions, maintenu en service détaché auprès du ministre des affaires étrangères.

### Décrets du 12 mars 1956 admettant des magistrats à faire valoir leurs droits à la retraite.

Par décret en date du 12 mars 1956, M. Block de Friberg, avocat général près la cour d'appel de Fort-de-France (3e grade), est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 22 mars 1956 (limite d'âge) et est nommé avocat général honoraire près ladite cour.

Par décret en date du 12 mars 1956, M. Genicon, procureur de la République près le tribunal de première instance de Rennes, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 27 mars 1956 (limite d'âge) et est nommé procureur de la République honoraire près ledit tribunal.

### Décret du 13 mars 1956 portant nomination de magistrats.

Par décret en date du 13 mars 1956, pris sur la proposition du Conseil supérieur de la magistrature:

Sont nommés:

Conseiller à la cour d'appel de Rabat, M. Schulz, juge au tribunal de première instance de Rabat, en remplacement de M. Fournier, qui a été nommé président du tribunal de première instance de Rabat.

Président du tribunal de première instance de Casablanca, M. Bonjean, vice-président audit tribunal, en remplacement de M. Genard, qui a été nommé premier président de la cour d'appel de Fort-de-France.

Juge suppléant au tribunal de première instance de Casablanca, M. Mouchnino, juge suppléant au tribunal de première instance d'Oudjda, en remplacement de M. Gervaise, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Casablanca.

Juge suppléant au tribunal de première instance d'Oudjda, M. Allibert, suppléant rétribué du juge de paix d'Oudjda, en remplacement de M. Mouchnino.

Juge suppléant au tribunal de première instance de Casablanca, M. Mounié, suppléant rétribué du juge de paix de Casablanca (canton Sud), en remplacement de M. Baron, qui a été nommé substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Casablanca.

Juge suppléant au tribunal de première instance de Casablanca, M. Boutellier, suppléant rétribué du juge de paix de Casablanca (canton Centre), en remplacement de M. Ceccaldi, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Casablanca.

Juge suppléant au tribunal de première instance de Meknès, M. Frezignac, suppléant rétribué du juge de paix de Port-Lyautey, en remplacement de M. Anglade, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Meknès.

Juge suppléant au tribunal de première instance de Rabat, M. Aussilloux, suppléant rétribué du juge de paix de Rabat (canton Sud), en remplacement de M. Sauty de Chalon, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Rabat.

Juge suppléant au tribunal de première instance de Casablanca, M. Penz, suppléant rétribué du juge de paix de Casablanca (canton Nord), en remplacement de M. Berlioz, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Marrakech.

Juge suppléant au tribunal de première instance de Rabat, M. Rey, suppléant rétribué du juge de paix de Rabat (canton Nord), en remplacement de M. Tribillac, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Rabat.

M. Doze, juge au tribunal de première instance de Marrakech, est chargé pour trois ans des fonctions de l'instruction audit tribunal, en remplacement de M. Auffret, qui a été nommé juge au tribunal de première instance de Rabat.

### Décret n° 56-222 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice.

Rectificatif au *Journal officiel* du 3 mars 1956:

Page 2220, 1re colonne, article 55, 24e ligne, au lieu de: « ... en cas d'application de l'article 72 du présent décret... », lire: « ... en cas d'application de l'article 74 du présent décret... ».

Page 2222, 1re colonne, article 74, 2e ligne, au lieu de: « ... prévues à l'article 53, dernier alinéa... », lire: « ... prévues à l'article 55, dernier alinéa ».

## MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

### Décret n° 56-252 du 2 mars 1956 relatif à la participation de magistrats tunisiens au fonctionnement des tribunaux français de Tunisie.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères,

Vu la loi du 27 mars 1883 relative à l'organisation de la juridiction française en Tunisie, ensemble les textes qui l'ont complétée ou modifiée;

Vu la convention judiciaire entre la France et la Tunisie signée le 3 juin 1955, et notamment son article 1er, paragraphe 3°, aux termes duquel:

« En matière civile, commerciale et pénale, lorsqu'une juridiction française aura à connaître d'une affaire où un Tunisien sera partie, un magistrat tunisien concourra au jugement au lieu et place d'un magistrat assesseur français. Les deux gouvernements se consulteront pour prendre les dispositions d'ordre législatif ou administratif que comportera la réalisation de cette réforme »,

Décrète:

Art. 1er. — Les magistrats tunisiens affectés au service des tribunaux français de Tunisie en application de l'article 1er (§ 3°) susvisé de la convention judiciaire franco-tunisienne, sont désignés par arrêté interministériel signé par le garde des sceaux, ministre de la justice, et par le ministre des affaires étrangères. Ils sont choisis parmi ceux qui ont une connaissance suffisante de la langue française.

Chaque année, dans le courant du mois de juillet, le haut commissaire de France transmet au Gouvernement français la liste des magistrats que le Gouvernement tunisien propose pour prendre leur service dans les tribunaux français au début de l'année judiciaire nouvelle.

Art. 2. — Les magistrats tunisiens affectés au service des tribunaux français sont désignés pour deux ans; cette durée peut être prolongée d'une année dans les mêmes conditions que la nomination elle-même.

Il peut être mis fin à la mission de ces magistrats avant le terme prévu, par arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre des affaires étrangères, pris après consultation du Gouvernement tunisien.

Art. 3. — Les magistrats tunisiens affectés aux tribunaux français continuent d'être soumis au statut administratif tunisien.

Les autorités françaises portent à la connaissance des autorités tunisiennes tous les faits intéressant la mise en œuvre de ce statut.

Art. 4 — Les magistrats tunisiens ainsi affectés au service des juridictions françaises participent à leur fonctionnement, dans les mêmes conditions que les magistrats français, à compter de leur installation.

Ils portent aux audiences leur costume de magistrats tunisiens.

Ils siègent à celles-ci au rang qui leur est assigné par la réglementation tunisienne.

Art. 5 — Le nombre des magistrats tunisiens affecté au service des tribunaux français est fixé au minimum à deux pour chacun des tribunaux de Bizerte, Sousse et Sfax, à huit pour le tribunal de Tunis et à trois pour la cour d'appel de Tunis.

Des nominations supplémentaires peuvent être prononcées, en cas de besoin, même en cours d'année dans les formes prévues par l'article 1er ci-dessus.

Art. 6. — A titre transitoire, et sous réserve des dispositions de l'article 2, les magistrats tunisiens qui seront désignés au cours de l'année judiciaire 1955-1956 cesseront normalement leur service dans les tribunaux français le 30 septembre 1958.

Art. 7. — Le garde des sceaux, ministre de la justice, et le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le garde des sceaux, ministre de la justice,*

FRANÇOIS MITTERRAND.

*Le ministre des affaires étrangères,*

CHRISTIAN PINEAU.

**Décret du 12 mars 1956 portant nomination d'un consul.**

Par décret en date du 12 mars 1956, M. Barbier (Yves-Léo-Félix-Marie-Joseph), secrétaire des affaires étrangères de 1re classe, 1er échelon, est chargé du consulat de France à Trieste, à compter du 15 mars 1956.

**Délégation de signature.**

Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes,

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature;

Vu le décret du 1er février 1956 portant nomination des membres du Gouvernement;

Vu le décret n° 56-168 du 6 février 1956 fixant les attributions du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes;

Vu le décret du 9 mars 1956 portant nomination du directeur général des affaires marocaines et tunisiennes,

Arrête:

Art. 1er. — Délégation générale et permanente est donnée à M. Jean Basdevant, ministre plénipotentiaire, directeur général, à l'effet de signer, au nom du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, chargé des affaires marocaines et tunisiennes, tous actes, arrêtés, décisions, à l'exclusion des décrets.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1er mars 1956.

Fait à Paris, le 13 mars 1956.

ALAIN SAVARY.

**Adjoints de contrôle au Maroc.**

Par arrêté du 1er mars 1956, est acceptée, à compter du 3 octobre 1955, la démission de son emploi offerte par M. Cuq (Georges), adjoint de contrôle stagiaire, 2e échelon, à la circonscription d'Amizmiz (régularisation).

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Décret du 12 mars 1956 portant reconnaissance d'une association comme établissement d'utilité publique.**

Par décret en date du 12 mars 1956, l'association dite Union française des arts du costume, dont le siège est à Paris, a été reconnue comme établissement d'utilité publique.

## MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES FORCES ARMEES

**Citations à l'ordre de l'armée.**

Par décision n° 3 du 7 mars 1956, sur la proposition du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), le ministre de la défense nationale et des forces armées cite:

A l'ordre de l'armée.

INDOCHINE

Arnoux (Jacques-Camille-Eugène), capitaine, 2e régiment étranger d'infanterie.

Bolle (Louis-Paul), caporal, mle 1142 546, 1/23e régiment d'infanterie coloniale. Cette concession annule la citation à l'ordre n° 5 du 5 janvier 1948.

Borie (Raymond-Jean-Eymard), chef de bataillon, 2e tabor marocain.

Campanella (Lugi), mle N 16350, sergent-chef, 5e régiment étranger d'infanterie, 2e bataillon.

Cicagna (Giuseppe), mle 39652, sergent-chef, 5e régiment étranger d'infanterie, 3e bataillon.

Le Poittevin de Lacroix de Vaubois (Yves-Marie-Jude-Edmond-Joseph), lieutenant, 1er bataillon étranger de parachutistes. Cette citation annule la citation à l'ordre n° 670 du 12 juin 1951.

Michot (Jean-Auguste), capitaine, 3/3e régiment étranger d'infanterie.

Ces citations comportent l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

RÉGULARISATIONS

Lachamp (Robert-Pierre-Louis), sergent, antenne chirurgicale parachutiste n° 29.

Tahar ben El Jilali, sergent-chef, mle A. 7256/39 x 545, 1er bataillon du 5e régiment de tirailleurs marocains.

Ces citations comportent l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

Par décision n° 5 du 7 mars 1956, sur la proposition du secrétaire d'Etat aux forces armées (terre), le ministre de la défense nationale et des forces armées cite:

A l'ordre de l'armée.

*A titre posthume.*

INDOCHINE

Levet (Marcel), radio navigant, Société indochinoise de ravitaillement. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de guerre des théâtres d'opérations extérieurs avec palme.

**Citations à l'ordre de l'armée aérienne.**

Par décision n° 142 en date du 5 mars 1956, le ministre de la défense nationale et des forces armées cite:

A l'ordre de l'armée aérienne.

*A titre posthume.*

Les militaires dont les noms suivent:

Sassoon (Meyer), capitaine.

Nosal (François-Joseph), soldat de 1re classe.

Loeillet (Jean-Léon-Théodore-Eugène), soldat de 2e classe.

Ces citations comportent l'attribution de la Croix de guerre 1939-1945 avec palme.

**Tableau complémentaire d'avancement (année 1956).**

ARMÉE DE TERRE. — ACTIVE

Par décision en date du 7 février 1956, sont inscrits au tableau d'avancement de 1956:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

*Pour le grade de chef de bataillon (2e partie).*

MM. les capitaines:

1 Grégoire (Paul-Ferdinand-Louis).
2 Guvan (Georges-Jean).

**Génie.**

*Pour le grade de chef de bataillon (2e partie).*

M. le capitaine:

1 Piat (Marius-Philippe-Paul).

**Tableau exceptionnel d'avancement (année 1956).**

ARMÉE DE TERRE. — ACTIVE

Par décision du 7 février 1956, sont inscrits au tableau exceptionnel d'avancement de 1956:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

*Pour le grade de chef de bataillon (1re partie).*

MM. les capitaines:

1 Khoudir Chadli.
2 Hadj Hamou M'Hamed.

Officiers servant sous statut spécial.

1 Grar Mohamed.
2 Khelifa Abdelaziz ben Lamine.
3 Driss ben Omar ben Mohamed.
4 Tabib Habib ben Hadj Hamadi ben Hadj Salah.
5 Idir Mouloud.

*Pour le grade de capitaine.*

MM. les lieutenants:

1 Ali Ahmed Amar ben Hocine.
2 Yahiaoui Mohammed Fodil.
3 Daoudi Ahcene.
4 Talbi Georges Hamed.
5 Hemissi Abderrahman.
6 Zerguini Mohamed.

Officiers servant sous statut spécial.

1 Aimmeur Rabah.
2 Habibi ben Abderrahmann.
3 Essousi Mohamed El Habib.
4 Abdelhay ben El Mamoun.
5 Amara ben Hamouda ben Hadj M'Hamed Ficha.
6 Mohamed ben Fredj El Iman.
7 Ait M'Barek Mohammed.
8 Remiza Hassine.
9 Ben Salah Abdelaziz.
10 Boukherouata Ali.
11 Belrechid Mohamed El Mouloud.
12 Belaid Lakhdar.
13 Hassin Mohamed.
14 Pennacer ben Saad ben Mrati.
15 Bechir ben Mohamed ben Ahmed Hamza.

**Arme blindée, cavalerie.**

*Pour le grade de colonel.*

M. le lieutenant-colonel:

Officier servant sous statut spécial.

1 Rezig Rabah.

*Pour le grade de capitaine.*

MM. les lieutenants:

1 Guendez Mostefa ben Tayeb.
2 Smati Smaïl ben Mohammed El Khatib.
3 Lahrech Mohammed ben Ahmed ben Mohammed.

Officiers servant sous statut spécial.

1 Taouti Bachir ben Belkacem ben Taouti.
2 Abd Elghani ben Si Adballah ben Mohamed El Kabbage.
3 Si Lahcen ben M'Hamed ben Larbi El Ghoul.
4 Sehimi ben Mohamed ben Mohamed ben Dine ben Hegat.
5 Ouarab ben Mohamed.
6 Mohamed ben Saïd Ou Messaoud.
7 Naimi Mouloud ben Mohamed.
8 Hassan ben Hadj ben El Halimi.

**Génie.**

*Pour le grade de chef de bataillon (1re partie).*

M. le capitaine:

1 Yesid Nadi.

**Transmissions.**

*Pour le grade de capitaine.*

M. le lieutenant:

Officier servant sous statut spécial.

1 Benbouaiia Abdelkrim.

**Décret du 7 février 1956 portant promotions d'officiers de l'armée active (armée de terre).**

Par décret en date du 7 février 1956, sont promus à titre définitif:

TROUPES METROPOLITAINES

**Infanterie.**

OFFICIERS SERVANT SOUS STATUT SPÉCIAL

*Au grade de chef de bataillon.*

(Pour prendre rang du 7 février 1956.)

Les capitaines:

MM. Grar (Mohamed).
Khelifa (Abdelaziz ben Lamine).
Driss (Ben Omar ben Mohamed).

**Décret du 12 mars 1956 portant promotion d'officiers relevant de la direction centrale des constructions et armes navales.**

Par décret en date du 12 mars 1956, sont promus dans le corps des ingénieurs du génie maritime et de l'artillerie navale:

(Pour compter du 1er mars 1956.)

*Au grade d'ingénieur en chef de 1re classe.*

M. l'ingénieur en chef de 2e classe de l'artillerie navale Lozachmeur (A. J.), port matriculaire: Brest, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 1re classe Taton, décédé.

*Au grade d'ingénieur en chef de 2e classe.*

M. l'ingénieur principal du génie maritime Labrunie (H.-F.-O.), port matriculaire: Toulon, en remplacement de M. l'ingénieur en chef de 2e classe Lozachmeur, promu.

*Au grade d'ingénieur de 1re classe.*

(Tour choix.) M. l'ingénieur de 2e classe du génie maritime Bonnet (Y.-M.-M.-J.), port matriculaire: Toulon, en réalisation d'effectifs.

**Décret du 13 mars 1956 portant nominations et promotion dans le cadre des officiers de réserve du service de santé (armée de l'air).**

Par décret en date du 13 mars 1956:

Sont nommés dans les cadres de réserve du service de santé de l'air:

*Au grade de médecin sous-lieutenant de réserve.*

(Pour prendre rang du 1er novembre 1955.)

M. le médecin auxiliaire de réserve Weiss (Claude), 2e région aérienne.

M. le médecin aspirant de réserve Imbert (Jean-Louis), 5e région aérienne.

La prise de rang de M. le médecin sous-lieutenant de réserve Weiss est reportée (sans rappel de solde) au 1er novembre 1951.

Est promu:

*Au grade de médecin lieutenant de réserve.*

(Rang du 1er novembre 1955.)

M. le médecin sous-lieutenant de réserve Weiss (Claude).

**Indemnités de responsabilité des régisseurs d'avances.**

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le ministre des affaires économiques et financières,

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le payement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor;

Vu l'arrêté interministériel du 7 janvier 1952 portant création de régies de recettes auprès des établissements du service des poudres;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1952 fixant le taux des indemnités de responsabilité susceptibles d'être allouées aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrêtent:

Art. 1er — L'article 12 de l'arrêté du 7 janvier 1952 est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 12. — Les titulaires des régies de recettes visées à l'article 1er du présent arrêté sont assujettis au versement d'un cautionnement qui peut être constitué soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, ou être remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée et perçoivent une indemnité de responsabilité. Le montant de ce cautionnement et de cette indemnité est fixé dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 septembre 1952.

« Toutefois, les régisseurs percevant, au moment de la mise en vigueur du présent arrêté, l'une des indemnités de responsabilité prévues par le décret du 27 août 1948 pourront, si cette indemnité leur est plus favorable, en conserver le bénéfice à titre personnel et à l'exclusion de la précédente ».

Art. 2. — L'article 13 de l'arrêté du 7 janvier 1952 est abrogé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mars 1956.

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur de cabinet,*
ABEL THOMAS.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur de la comptabilité publique,*
Pour le directeur de la comptabilité publique:
*Le chef de service,*
ROLLES.

---

Le ministre de la défense nationale et des forces armées et le ministre des affaires économiques et financières,

Vu le décret n° 51-135 du 5 février 1951 relatif aux régies d'avances et aux régies de recettes instituées pour le payement de dépenses ou la perception de recettes imputables au budget de l'Etat, aux budgets annexes, aux budgets des établissements publics nationaux ou aux comptes spéciaux du Trésor;

Vu l'arrêté interministériel du 4 février 1952 portant création de régies d'avances auprès des établissements du service des poudres et l'arrêté interministériel du 5 octobre 1954 l'ayant modifié;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1952 fixant le taux des indemnités de responsabilité susceptibles d'être allouées aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents,

Arrêtent:

Art. 1er. — L'article 6 de l'arrêté du 4 février 1952 est modifié ainsi qu'il suit:

« *Art.* 6. — Les régisseurs sont assujettis au versement d'un cautionnement qui peut être constitué soit en numéraire, soit en rentes sur l'Etat, ou être remplacé par la garantie fournie par l'affiliation à une association française de cautionnement mutuel agréée et perçoivent une indemnité de responsabilité. Le montant de ce cautionnement et de cette indemnité est fixé dans les conditions prévues par l'arrêté du 12 septembre 1952.

« Toutefois, les régisseurs percevant, au moment de la mise en vigueur du présent arrêté, l'une des indemnités de responsabilité prévues par le décret du 27 août 1948 pourront, si cette indemnité leur est plus favorable, en conserver le bénéfice à titre personnel et à l'exclusion de la précédente ».

Art. 2. — Le premier alinéa de l'article 7 de l'arrêté du 4 février 1952 est supprimé.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mars 1956.

*Le ministre de la défense nationale et des forces armées,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur de cabinet,*
ABEL THOMAS.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur de la comptabilité publique,*
Pour le directeur de la comptabilité publique:
*Le chef de service,*
ROLLES.

---

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**Dépôt des demandes de bourses d'enseignement supérieur.**

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 9 janvier 1925 instituant un régime unique pour l'attribution des bourses nationales dans les enseignements publics du deuxième degré et leur extension à l'enseignement supérieur;

Vu le décret du 27 mai 1928 modifiant le régime d'attribution des bourses d'enseignement supérieur aux pupilles de la nation;

Vu l'arrêté du 16 mai 1949, modifié par les arrêtés du 28 juin 1949 et du 31 janvier 1951, relatif aux bourses de licence et de doctorat en droit;

Vu l'arrêté du 16 mai 1949, modifié par les arrêtés du 28 juin 1949 et du 31 janvier 1951, relatif aux bourses de doctorat en médecine;

Vu l'arrêté du 16 mai 1949, modifié par l'arrêté du 15 mai 1952, relatif aux bourses de licence près les facultés des sciences et les facultés des lettres;

Vu l'arrêté du 16 mai 1949 relatif aux bourses en faveur des candidats au certificat d'études physiques, chimiques et biologiques;

Vu l'arrêté du 16 mai 1949, modifié par les arrêtés du 28 juin 1949 et du 31 janvier 1951, relatif aux bourses en faveur des candidats au diplôme de pharmacien;

Vu l'arrêté du 8 mai 1950, modifié par l'arrêté du 31 janvier 1951, relatif aux bourses en faveur des étudiants en chirurgie dentaire;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1951 relatif aux dispositions générales concernant l'attribution des bourses d'enseignement supérieur;

Vu l'article 6 de la loi n° 53-49 du 3 février 1953 relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1953 (éducation nationale);

Vu l'arrêté du 25 juin 1953, modifié le 25 novembre 1953, instituant le recteur de l'académie de Paris ordonnateur secondaire pour le payement des bourses d'enseignement supérieur, modifié par le décret n° 55-1220 du 13 septembre 1955;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur.

Arrête:

Art. 1er. — Les demandes de bourses d'enseignement supérieur doivent être déposées chaque année avant le 1er août au secrétariat de la faculté ou de l'établissement pour lequel la bourse est demandée. Ce délai est prorogé jusqu'au 1er septembre pour les candidats sollicitant le renouvellement de leur bourse en vue de la préparation de l'agrégation ou du C. A. P. E. S.

Art. 2. — Les commissions académiques des bourses seront appelées avant le 15 septembre à donner leur avis sur les demandes.

Art. 3. — Les décisions seront prises avant le 1er octobre. En ce qui concerne les candidats n'ayant pas subi avec succès les examens de la première session, elles ne deviendront définitives que si les intéressés satisfont aux examens de la deuxième session.

Art. 4. — Les recteurs d'académie sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mars 1956.

RENÉ BILLÈRES.

---

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

**Bureau de la mobilisation économique du département des affaires économiques.**

Le secrétaire d'Etat aux affaires économiques,

Vu l'article 44 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre,

Arrête:

Art. 1er. — Le bureau de la mobilisation économique, créé par arrêté du 25 novembre 1952, est rattaché au cabinet du ministre et est placé sous la direction d'un inspecteur général de l'économie nationale.

Art. 2. — Ce bureau centralise, suit et coordonne, pour l'ensemble du département, toutes les affaires ayant trait à la défense nationale et à la mobilisation économique.

Art. 3. — L'inspecteur général chargé du bureau de la mobilisation économique représente le ministre tant auprès des départements ministériels que des autres organismes compétents, pour toutes les questions concernant la défense nationale et la mobilisation économique.

Art. 4. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 1956.

JEAN MASSON.

Par arrêté du 12 mars 1956, M. Bernard Mélamède, inspecteur général de l'économie nationale, directeur honoraire au ministère des anciens combattants, est chargé de la direction du bureau de la mobilisation économique du département des affaires économiques.

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté.

## INDUSTRIE ET COMMERCE

### Décret du 14 mars 1956 portant délégation de signature.

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce,

Décrète:

Art. 1er. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bouffandeau (René), directeur de l'administration générale au secrétariat d'Etat à l'industrie et au commerce, M. Julien (Maurice) et M. Cuttoli (Xavier), sous-directeurs de l'administration générale, sont habilités à signer tous actes et titres prévus à l'arrêté en date du 8 mars 1956 portant délégation de signature de M. Bouffandeau, à l'exception des marchés de travaux ou de fournitures dont le montant est supérieur à 10 millions de francs ou 2 millions par an s'il s'agit d'un marché passé pour plusieurs années.

Art. 2. — Le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre des affaires économiques et financières,*

PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce,*

MAURICE LEMAIRE.

## RECONSTRUCTION ET LOGEMENT

### Décret du 13 mars 1956 portant nomination dans l'ordre national de la Légion d'honneur.

Par décret en date du 13 mars 1956, rendu sur le rapport du président du conseil des ministres, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur en date du 1er mars 1956 portant que les nominations ci-après sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés au grade de chevalier de la Légion d'honneur:

MM.

Camus (Raymond-François-Emile), entrepreneur de travaux publics; 26 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Goutier (Michel-Charles-Louis), vice-président de la fédération nationale des coopératives d'habitations à loyer modéré; 54 ans de pratique professionnelle et de services civils et militaires.

Haefele (Georges), sous-chef de bureau au secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement; 43 ans de pratique professionnelle, de services civils et militaires.

Lalande (André-Pierre-Julien), directeur des services départementaux de la reconstruction du Nord; 22 ans de pratique professionnelle, de services civils et militaires.

Le Godais (André-Julien), conseil technique en matière de construction et de dommages de guerre à Gien (Loiret); 59 ans de pratique professionnelle, de services civils et militaires.

Martin (André-Hippolyte-Pierre), directeur d'un cabinet immobilier à Grenoble (Isère); 22 ans de pratique professionnelle.

Mathey (Raoul), directeur de la Société coopérative de reconstruction de Belfort; 50 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Mercy (Gabriel-Victor), chef des services techniques de la Société de contrôle technique et d'expertise de la construction; 34 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

Miroux (Philippe-Jérôme-Marie), architecte à Valenciennes (Nord); 38 ans de pratique professionnelle et de services militaires.

### Rémunérations applicables à certains personnels temporaires de service de l'administration centrale du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement.

Le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu l'arrêté du 9 septembre 1950 modifié relatif aux conditions de recrutement, d'avancement et d'intégration des personnels temporaires de service, de maîtrise et ouvriers de l'administration centrale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté du 19 mai 1952 relatif à la détermination des rémunérations des agents contractuels et temporaires de l'Etat;

Vu l'arrêté du 27 août 1954 relatif aux rémunérations applicables à certains personnels temporaires de service et ouvriers de l'administration centrale et des services extérieurs du ministère du logement et de la reconstruction,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les rémunérations annuelles brutes applicables aux personnels temporaires de service de l'administration centrale du secrétariat d'Etat à la reconstruction et au logement énumérés ci-après sont fixées par référence aux indices prévus au tableau suivant:

| GRADES | ÉCHELONS | INDICES DE RÉFÉRENCE | |
|---|---|---|---|
| | | Nets. | Bruts. |
| Huissier de direction et brigadier. | 7e | 170 | 190 |
| | 6e | 162 | 182 |
| | 5e | 154 | 169 |
| | 4e | 146 | 161 |
| | 3e | 138 | 148 |
| | 2e | 129 | 139 |
| | 1er | 120 | 125 |
| Agent de service | 7e | 155 | 170 |
| | 6e | 148 | 163 |
| | 5e | 141 | 151 |
| | 4e | 134 | 144 |
| | 3e | 126 | 136 |
| | 2e | 118 | 123 |
| | 1er | 110 | 115 |
| Homme d'équipe | 8e | 155 | 170 |
| | 7e | 148 | 163 |
| | 6e | 140 | 150 |
| | 5e | 132 | 142 |
| | 4e | 124 | 130 |
| | 3e | 116 | 121 |
| | 2e | 108 | 109 |
| | 1er | 100 | 100 |

Art. 2. — Les huissiers de direction, les brigadiers, les agents de service et les hommes d'équipe en fonctions à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté sont reclassés, dans le nouvel échelonnement de leur grade respectif, tel qu'il est déterminé à l'article précédent, chacun à l'échelon correspondant à celui auquel il était parvenu, en conservant l'ancienneté d'échelon qu'il avait acquise.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 mars 1956.

*Le secrétaire d'Etat à la reconstruction et au logement,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur de l'administration générale,*

HAUSWIRTH.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:

*Le directeur du budget,*

ROGER GOETZE.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, et par délégation:

*Le directeur de la fonction publique,*

PIERRE CHATENET.

**Commission prévue par l'article 1er du décret n° 55-119 du 19 janvier 1955.**

Par arrêté du 13 mars 1956, M. Paul-Emile Grimaud, conseiller-maître à la cour des comptes, est nommé vice-président de la commission prévue par l'article 1er du décret n° 55-119 du 19 janvier 1955.

L'arrêté du 3 février 1955 est abrogé.

**Régisseurs d'avances.**

Par arrêté en date du 14 mars 1956 prenant effet au 1er février 1956, il est mis fin aux fonctions de M. Harnand (Pierre), régisseur d'avances.

Mlle Lallement (Odette), contrôleur comptable, est nommée régisseur d'avances auprès du directeur des services départementaux de Meurthe-et-Moselle, pour le payement des dépenses énumérées dans l'arrêté du 5 juillet 1948, complété par l'arrêté du 25 septembre 1950.

Le montant maximum des avances pouvant être consenties à Mlle Lallement est fixé à 50.000 F. Le montant du cautionnement que ce régisseur est astreint à constituer ainsi que le montant de l'indemnité de responsabilité susceptible de lui être allouée sont fixés conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 septembre 1952.

## MINISTERE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER

**Décret n° 56-253 du 12 mars 1956 portant modification au régime des congés de personnels de l'enseignement en service dans certains territoires d'outre-mer.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, ensemble tous actes modificatifs subséquents, notamment le décret n° 48-1411 du 9 septembre 1948 portant modification du paragraphe 8 de l'article 35 de ce décret;

Vu le décret n° 50-1348 du 27 octobre 1950 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 19 octobre 1946 aux fonctionnaires de certains cadres civils exerçant normalement leur activité dans les territoires relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 51-511 du 5 mai 1951 fixant, en application de la loi n° 50-772 du 30 juin 1950, le régime de rémunération des prestations familiales, des congés administratifs de certains cadres des fonctionnaires civils relevant du ministère de la France d'outre-mer;

Vu le décret n° 53-1060 du 23 octobre 1953 portant règlement d'administration publique, relatif au statut particulier du personnel du cadre général de l'enseignement et de la jeunesse de la France d'outre-mer et à la limite d'âge des fonctionnaires de ce cadre;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Le paragraphe 8 de l'article 35 du décret du 2 mars 1910, déjà modifié par le décret n° 48-1411 du 9 septembre 1948, est modifié à nouveau ainsi qu'il suit

« 1° Les recteurs et inspecteurs d'académie, les inspecteurs principaux et inspecteurs de l'enseignement technique, les inspecteurs principaux et inspecteurs de la jeunesse et des sports; les inspecteurs de l'enseignement primaire, le personnel du cadre général de l'enseignement de la jeunesse de la France d'outre-mer appartenant à des établissements scolaires autres que les écoles primaires élémentaires en service en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun, en Afrique équatoriale française, à la Côte française des Somalis, au territoire des Comores et à Madagascar et dépendances, dans les postes où la facilité des communications permet d'envisager l'octroi de vacances scolaires ou universitaires à prendre en France, pourront, par arrêté du chef de territoire, être soustraits au régime des congés administratifs;

« 2° Les intéressés pourront, chaque année, prétendre à une autorisation d'absence dans des conditions à fixer par le chef de territoire, qui précisera également les conditions qu'ils devront remplir pour avoir droit au transport de la famille;

« 3° Cette autorisation ne pourra être accordée que pour la période des vacances scolaires ou universitaires pour le personnel assumant des fonctions d'enseignement. Pour le personnel assumant des fonctions de direction ou de contrôle pédagogique, cette autorisation d'absence, qui ne pourra dépasser soixante-quinze jours, pourra être accordée en dehors des vacances scolaires, compte tenu des exigences et de l'intérêt du service. »

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer, le ministre des affaires économiques et financières, le secrétaire d'Etat au budget et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 12 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*
JEAN FILIPPI.

*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,*
PIERRE MÉTAYER.

**Décret du 10 mars 1956 approuvant la délibération n° 72 du 2 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française modifiant le code général des impôts directs.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 29 août 1947 portant création du conseil de l'Afrique équatoriale française;

Vu la délibération n° 72 du 2 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française modifiant le code général des impôts directs;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvée la délibération susvisée n° 72 du 2 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française modifiant le code général des impôts directs.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de l'Afrique équatoriale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 10 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

**Décret du 7 mars 1956 approuvant la délibération n° 512 GC/55 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 8 novembre 1955 modifiant l'article 85 du décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes en Afrique occidentale française.**

Le président du conseil des ministres,

Sur la proposition du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 13 avril 1928 relative au régime douanier des territoires d'outre-mer et les décrets subséquents pris pour son application;

Vu la loi du 29 août 1947 fixant le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, dites Grands Conseils;

Vu la délibération du 26 juin 1950 relative à l'institution du tarif douanier de l'Afrique occidentale française;

Vu la délibération n° 512 GC/55 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 8 novembre 1955;

Vu les avis conformes du ministre des finances et des affaires économiques, du ministre de l'industrie et du commerce et du ministre de l'agriculture,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvée la délibération n° 512 GC/55 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 8 novembre 1955 modifiant l'article 85 du décret du 1er juin 1932 portant réglementation du service des douanes en Afrique occidentale française.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 7 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

**Décret du 3 mars 1956 approuvant les délibérations nos 516 et 497 du 8 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relatives à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu la loi du 29 août 1947 portant création du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française;

Vu la délibération n° 516 du 8 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relative au partage de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières entre la métropole et l'Afrique occidentale française;

Vu la délibération n° 497 du 8 novembre 1955 du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française relative aux délais de déclaration d'existence des sociétés ayant leur siège social hors de l'Afrique occidentale française;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Sont approuvées les délibérations susvisées du Grand Conseil de l'Afrique occidentale française:

1° Délibération n° 516 du 8 novembre 1955 relative au partage de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières entre la métropole et l'Afrique occidentale française;

2° Délibération n° 497 du 8 novembre 1955 relative aux délais de déclaration d'existence des sociétés ayant leur siège social hors de l'Afrique occidentale française.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 3 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

**Décret du 12 mars 1956 approuvant la délibération n° 55 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant la taxe sur les véhicules à moteur.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française;

Vu la loi du 6 février 1952 relative aux assemblées locales;

Vu la délibération n° 55 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant la taxe sur les véhicules à moteur;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette et les règles de perception, la délibération susvisée n° 55 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française, modifiant la taxe sur les véhicules à moteur.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 12 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

**Décret du 12 mars 1956 approuvant une délibération n° 56 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant le régime de l'impôt du minimum fiscal.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française;

Vu la loi du 6 février 1952 relative aux assemblées locales;

Vu la délibération n° 56 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant le régime de l'impôt du minimum fiscal;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète:

Art 1er. — Est approuvée, en ce qui concerne le mode d'assiette et les règles de perception, la délibération susvisée n° 56 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant le régime de l'impôt du minimum fiscal, à l'exception des dispositions du paragraphe 1er de l'article 2 complétant le dernier alinéa du paragraphe A de l'article 8 de l'arrêté du 29 septembre 1938.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 12 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres.
*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

**Décret du 12 mars 1956 approuvant la délibération n° 59 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant les règles d'assiette de la contribution mobilière.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre de la France d'outre-mer,

Vu le décret du 25 octobre 1946 portant création d'assemblées représentatives territoriales en Afrique occidentale française;

Vu la loi du 6 février 1952 relative aux assemblées locales;

Vu la délibération n° 59 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant les règles d'assiette de la contribution mobilière;

Le conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvée la délibération susvisée n° 59 du 2 décembre 1955 de l'assemblée territoriale de la Guinée française modifiant les règles d'assiette de la contribution mobilière.

Art. 2. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française, au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 12 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres
*Le ministre de la France d'outre-mer,*
GASTON DEFFERRE.

**Décret du 12 mars 1956 portant promotion au grade d'ingénieur général des travaux publics de la France d'outre-mer.**

Par décret en date du 12 mars 1956, M. Ruais (Pierre), ingénieur en chef hors classe des travaux publics de la France d'outre-mer, est promu au grade d'ingénieur général de 2e classe des travaux publics de la France d'outre-mer, en remplacement de M. Jacquinot (Pierre), admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite.

M. Ruais conserve dans son grade une majoration d'ancienneté de 2 ans 6 mois 28 jours au titre de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951, et de 13 jours au titre de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952.

**Fonds de concours.**

Par arrêté interministériel en date du 6 mars 1956, il a été ouvert, à titre de fonds de concours, des crédits de payement d'un montant total de 440.846 F applicables au chapitre ci-après du budget du ministère de la France d'outre-mer pour l'exercice 1956:

Chap. 32-82. — Habillement, campement, couchage, ameublement.

**Ouverture d'un concours pour le recrutement de sténodactylographes à l'administration centrale.**

Le ministre de la France d'outre-mer et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique,

Vu la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 51-706 du 6 juin 1951, modifié par décret n° 51-989 du 7 octobre 1951, portant règlement d'administration publique relatif aux dispositions statutaires applicables aux personnels d'exécution des administrations centrales de l'Etat;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1951 fixant la nature et les modalités des épreuves des examens de dactylographie et des concours de sténodactylographie,

Arrêtent:

Art. 1er. — Un concours pour le recrutement de quinze sténodactylographes à l'administration centrale est ouvert le 3 mai 1956 au ministère de la France d'outre-mer.

Deux emplois sur les quinze mis au concours sont réservés, dans les conditions prévues par le décret n° 55-792 du 15 juin 1955, aux agents des services des affaires allemandes et autrichiennes et des services français en Sarre.

Art. 2. — Les candidats doivent remplir les conditions exigées par le décret statutaire n° 51-706 du 6 juin 1951, modifié par le décret n° 51-989 du 7 octobre 1951.

Art. 3. — Les inscriptions seront reçues jusqu'au 19 avril 1956 inclus au ministère de la France d'outre-mer (direction du personnel et des affaires administratives, 1er bureau), 27, rue Oudinot, Paris (7e). Les candidats devront fournir, à l'appui de leur demande, une fiche d'état civil et leur *curriculum vitæ*.

Art. 4. — Le ministre de la France d'outre-mer est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère de la France d'outre-mer.

Fait à Paris, le 9 mars 1956.

*Le ministre de la France d'outre-mer,*
Pour le ministre et par délégation:
*Le directeur du cabinet,*
PIERRE MESSMER.

Pour le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, chargé de la fonction publique, et par délégation:
*Le directeur de la fonction publique,*
PIERRE CHATENET.

**Nomination du commissaire du Gouvernement auprès de la Société professionnelle des producteurs de sisal de l'Union française.**

Par arrêté du ministre de la France d'outre-mer en date du 23 février 1956, est nommé, en qualité de commissaire du Gouvernement auprès de la Société professionnelle des producteurs de sisal de l'Union française, M. Pierre Gribelin, sous-directeur de la production et des échanges à la direction des affaires économiques et du plan du ministère de la France d'outre-mer.

En cas d'empêchement, le commissaire du Gouvernement peut se faire représenter par M. Alain Pierre-Duplaix, du bureau de la production, des exportations et des prix de la direction des affaires économiques et du plan du ministère de la France d'outre-mer.

**Administration générale.**

Par arrêté du 7 mars 1956, M. de Guise (Félix-Robert), chef de bureau de classe exceptionnelle d'administration générale d'outre-mer, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 28 avril 1956, date à laquelle il sera atteint par la limite d'âge.

**Agriculture.**

Par arrêté du 10 mars 1955, M. Jouve (Paul), ingénieur de 2e classe, 2e échelon, de l'agriculture de la France d'outre-mer, est placé dans la position de détachement auprès du ministre de l'agriculture, afin d'occuper un emploi d'ingénieur des services agricoles, 4e échelon.

Ce détachement, consenti pour une durée d'un an, prend effet le 13 mai 1955.

**Service de santé.**

Par arrêté du 6 mars 1956, M. le médecin africain de 3e classe Tanoé Appagny est placé en disponibilité, sans solde, pour une année, à compter du 31 octobre 1955.

Par arrêté du 6 mars 1956, M. le médecin africain de 3e classe Sylla Hadiatou est placé en disponibilité, sans solde, pour une année, à compter du 16 novembre 1955.

## MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

### SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

**Agrément d'un système de cercueil hermétique.**

Le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population,

Vu le décret n° 5050 du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport de corps, et notamment son article 9;

Vu le décret n° 48-653 du 7 avril 1948 et le décret n° 55-1106 du 11 août 1955 modifiant l'article 9 susvisé du décret du 31 décembre 1941;

Vu l'avis émis par le conseil supérieur d'hygiène publique de France dans sa séance du 4 juillet 1955,

Arrête:

Art. 1er. — Est agréé comme système de cercueil hermétique, conformément aux dispositions de l'article 9 (§ 4e) du décret du 31 décembre 1941, le type breveté n° 1104640 de cercueil en plexiglass présenté par MM. Lejeune et Dorliac, 55, rue Louis-Blanc, Paris (10e), répondant aux caractéristiques suivantes:

Epaisseur: fond, 5 mm; couvercle, 3 mm.

Fermeture: réalisée par l'application sur les rebords (spécialement prévus d'une largeur de 50 mm) d'une dissolution « Plexigomme » (référence Alsthom K. P. 532 B), la pression nécessaire à l'adhésion s'obtenant par vissage du couvercle sur le fond.

Art. 2. — Le directeur de l'hygiène publique et des hôpitaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 mars 1956.

*Le secrétaire d'Etat à la santé publique et à la population,*
Pour le secrétaire d'Etat et par délégation:
*Le directeur de cabinet,*
MATTEO CONSET.

**Contrôle sanitaire aux frontières.**

Par arrêté du 3 mars 1956, M. Lanusse (Georges), lieutenant de police sanitaire stagiaire du service de contrôle sanitaire aux frontières du Havre, est titularisé dans ses fonctions à dater du 1er août 1954.

## MINISTERE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

**Décret du 12 mars 1956 portant approbation d'une disposition statutaire par application de l'article 99 (3e) de la loi du 19 octobre 1946.**

Le président du conseil des ministres,

Sur le rapport du ministre des anciens combattants et victimes de guerre, du ministre des affaires économiques et financières et du secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de la fonction publique,

Vu la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946, et notamment l'article 99 (3e),

Décrète:

Art. 1er. — Est approuvée la disposition insérée à l'article 12 des statuts du centre universitaire des victimes de guerre et invalides militaires, ainsi conçue: « La nomination à l'emploi de directeur technique est prononcée avec l'approbation du Gouvernement. Le traitement du directeur technique sera identique à celui qui correspond à ses grade et échelon dans son administration d'origine ».

Art. 2. — Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, le ministre des affaires économiques et financières et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 12 mars 1956.

GUY MOLLET.

Par le président du conseil des ministres:
*Le ministre des anciens combattants et victimes de guerre,*
TANGUY-PRIGENT.
*Le ministre des affaires économiques et financières,*
PAUL RAMADIER.
*Le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de la fonction publique,*
PIERRE MÉTAYER.

# NOMINATIONS A DES EMPLOIS RESERVES

### Ministère de la justice.

Par arrêté du 9 mars 1956:

Sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 23 novembre 1954 par lesquelles sont nommés, au titre des emplois réservés, surveillants stagiaires:

Au centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré:

MM. Manset (Paul), non installé.
Marcel (Maurice), non installé

Sont nommés surveillants stagiaires au titre des emplois réservés:

Aux prisons de Fresnes:

M. Battesti (Paul), demeurant 2, rue Poussin, à Auteuil (Seine).

Au centre pénitentiaire de Saint-Martin-de-Ré:

M. Gouraud (Pierre), demeurant 4, rue l'Onlerie, à la Bernardière (Vendée).

# INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE NATIONALE

### Ordre du jour du jeudi 15 mars 1956.

**A quinze heures. — 1re Séance publique**

1. — Nomination, par suite de vacances, de membres de commissions.

2. — Suite de la vérification des pouvoirs (sous réserve qu'il n'y ait pas débat):

Territoires de l'Oubangui-Chari (rapport de M. de Moro-Giafferri publié à la suite du compte rendu *in extenso* de la séance du 14 mars 1956).

3. — Examen d'une demande de deuxième délai supplémentaire pour la distribution du rapport du 2e bureau sur les opérations électorales du territoire du Cameroun (collège des citoyens de statut personnel, 2e circonscription).

4. — Suite de la discussion des interpellations:

1° De M. Beauguitte, sur la politique que le Gouvernement entend définir et mettre en œuvre pour assurer un niveau de vie décent aux exploitants ruraux;

2° De M. Cadic: *a*) la crise grave qui sévit en agriculture et menace tout particulièrement la petite exploitation familiale et les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer à l'exploitant un salaire minimum pour la vente de ses denrées à un prix rémunérateur et l'arrêt des importations de produits de l'étranger; *b*) la suppression du ministère de l'agriculture considérée comme un défi à la paysannerie et à ceux qui ont encore le courage de travailler la terre de France et les mesures que le Gouvernement envisage pour rétablir la confiance chez nos jeunes agriculteurs et arrêter la désertion des campagnes;

3° De M. Guy La Chambre, sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour prévenir cette année le retour du désastre dont les producteurs de pommes de terre de primeur ont été victimes en 1955, notamment en s'opposant à toute importation de choc et en menant à terme les négociations commerciales actuellement en cours avec la Grande-Bretagne;

4° De M. Paul Coste-Floret, sur la politique viticole du Gouvernement;

5° De M. Charpentier, sur la politique agricole du Gouvernement;

6° De M. Vassor, sur la politique agricole du Gouvernement;

7° De M. Paquet, sur la politique agricole du Gouvernement.

**A vingt et une heures. — 2e Séance publique**

Suite de la discussion des interpellations inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

### Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le jeudi 15 mars 1956.

N° 398. — Proposition de loi de M. Raymond Lefranc tendant à instituer l'indépendance du logement par rapport au contrat de travail pour les ouvriers agricoles (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 489. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à donner aux fonctionnaires civils et militaires titulaires de la carte de déporté résistant la possibilité d'une mise à la retraite anticipée (renvoyée à la commission des pensions).

N° 490 — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation (renvoyée à la commission de la justice).

N° 491. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 6 de la loi du 17 janvier 1948 afin d'étendre le régime d'allocation vieillesse des personnes non salariées aux directeurs d'établissements d'enseignement privé (renvoyée à la commission du travail).

N° 492. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à simplifier et faciliter les formalités de l'adoption (renvoyée à la commission de la justice).

N° 493 — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 79 de la loi du 1er septembre 1948 sur les loyers, en vue d'une meilleure utilisation des locaux existants (renvoyée à la commission de la justice).

N° 494. — Proposition de résolution de M. Bouxom tendant à inviter le Gouvernement à inclure les voyageurs et représentants de commerce dans la liste des bénéficiaires des réductions de tarifs visés à l'article 18 du décret du 14 novembre 1949 (renvoyée à la commission des affaires économiques).

N° 495. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à accorder la bonification traditionnelle pour enfants aux titulaires de l'allocation de vieillesse des non-salariés et de l'allocation spéciale (renvoyée à la commission du travail).

N° 496. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à abroger le décret du 8 mars 1955 et à affecter le prélèvement de 1 p. 100 sur le montant des travaux publics adjugés dans la ville de Paris et dans sa banlieue à un fonds départemental de construction (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 498. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à préciser les conditions d'application du salaire minimum interprofessionnel garanti aux jeunes travailleurs (renvoyée à la commission du travail).

N° 500. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier l'article 14 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale et l'article 104 du décret du 8 juin 1946 afin d'assurer une autonomie réelle du fonds des prestations familiales du régime général (renvoyée à la commission du travail).

N° 501. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant: 1° à relever le plafond de la retraite mutualiste des anciens combattants susceptibles de bénéficier de la majoration de l'Etat; 2° à faire porter cette majoration sur l'augmentation résultant de la législation majorant les rentes viagères (renvoyée à la commission des pensions).

N° 502. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales jusqu'à l'âge de vingt ans aux apprentis ne percevant aucun salaire (renvoyée à la commission du travail).

N° 503. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à modifier les articles 9 et 11 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales (renvoyée à la commission du travail).

N° 504. — Proposition de loi de M. Bouxom tendant à exonérer du versement forfaitaire de 5 p. 100 prévu à l'article 231 du code général des impôts la rémunération allouée aux apprentis munis d'un contrat d'apprentissage (renvoyée à la commission des finances).

N° 711. — Proposition de loi de M. Febvay tendant à promouvoir, sous la direction d'une caisse autonome de la construction, dotée de moyens appropriés aux besoins existants dans le domaine du logement, un vaste programme de réalisations (renvoyée à la commission de la reconstruction).

N° 765. — Proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à compléter les dispositions de l'article 2 de l'acte dit loi du 1er décembre 1940, validé par l'ordonnance du 6 juin 1945, portant résorption du personnel de la Régie autonome des transports parisiens (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 868. — Proposition de résolution de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à assurer, pour les gardes et les gendarmes en activité, le maintien du statut en vigueur à leur entrée en fonctions, spécialement pour la gendarmerie et la garde républicaine de Paris (renvoyée à la commission de la défense nationale).

N° 871. — Proposition de loi de Mme Francine Lefebvre relative à la fermeture hebdomadaire des débits de boissons (renvoyée à la commission des boissons).

N° 906. — Proposition de résolution de M. Marcel Noël tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux agents retraités des chemins de fer d'intérêt local, des lignes secondaires et des tramways affiliés à la caisse autonome mutuelle des retraites les dispositions de la loi du 31 décembre 1953 portant majoration des pensions et à prendre les dispositions nécessaires afin que la péréquation intégrale des retraites soit réalisée rapidement (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 907. — Proposition de résolution de M. Boutavant tendant à inviter le Gouvernement à opérer la fonctionnarisation des personnels de service des centres d'apprentissage (renvoyée à la commission de l'éducation nationale).

N° 909. — Proposition de résolution de M. Waldeck Rochet tendant à inviter le Gouvernement à accorder des permissions agricoles exceptionnelles aux militaires des professions agricoles (renvoyée à la commission de l'agriculture).

N° 910. — Proposition de loi de M. Marcel Noël tendant à accorder aux sapeurs-pompiers volontaires non professionnels le bénéfice d'une retraite vieillesse proportionnelle complémentaire (renvoyée à la commission de l'intérieur).

N° 911. — Proposition de loi de M. Barthélemy tendant à attribuer une indemnité de risques aux agents des lignes et aux employés des postes, télégraphes et téléphones (renvoyée à la commission des moyens de communication).

N° 920. — Proposition de loi de M. Apithy tendant à fixer les conditions de gestion des intérêts locaux et des intérêts communs des territoires d'Afrique occidentale française et d'Afrique équatoriale française (renvoyée à la commission des territoires d'outre-mer).

N° 942 (rectifié) (1) (2). — Rapport de M. Gilbert Martin, au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de loi, adoptée par le Conseil de la République, tendant à réglementer le marquage des ovins.

N° 971. — Rapport fait au cours de la 2e législature, au nom de la commission de la marine marchande, sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petits pêcheurs le bénéfice des allocations familiales au taux des salariés de l'industrie (renvoyé à la commission de la marine marchande).

N° 972. — Rapport fait au cours de la 2e législature, au nom de la commission de la marine marchande, sur la proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions du régime des pensions des marins du commerce et de la pêche (renvoyé à la commission de la marine marchande).

N° 979 (1). — Rapport fait au cours de la 2e législature, au nom de la commission de la marine marchande, sur la proposition de résolution relative à la revision du classement indiciaire des agents de gardiennage des services extérieurs de la marine marchande (renvoyé à la commission de la marine marchande).

N° 1019. — Projet de loi organisant les conditions de l'assurance et de la réassurance des récoltes de tabac (renvoyé à la commission des finances).

N° 1108. — Rapport de M. Ninine, au nom de la commission de la justice, sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, portant amnistie dans certains territoires d'outre-mer.

N° 1111. — Rapport de M. Besset, au nom de la commission du travail, sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, relative aux personnes soumises au versement de la double cotisation d'allocation de vieillesse par la loi du 10 juillet 1952 tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire.

N° 1124. — Rapport de Mme Francine Lefebvre, au nom de la commission du travail, sur la proposition de loi, modifiée par le Conseil de la République, tendant à préciser les organisations habilitées à discuter les conventions collectives de travail.

N° 1171. — Proposition de loi de M. Vergès tendant à appliquer à la Réunion, à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Guyane les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France sur le chômage (renvoyée à la commission du travail).

N° 1189. — Rapport de M. Paul Coste-Floret, au nom de la commission des boissons, sur le rapport, le rapport supplémentaire et le 2e rapport supplémentaire, faits au cours de la 2e législature, sur la proposition de loi tendant à la création d'un « comité interprofessionnel des jus de fruits et de légumes ».

N° 1200 — Rapport de M. Robert Coutant, au nom de la commission du travail, sur le projet de loi, modifié par le Conseil de la République, modifiant le régime des congés annuels payés.

N° 1202. — Proposition de loi de M. Pierre Charles tendant à accorder des prêts aux ouvriers, aux salariés et, en général, à toutes personnes désirant entreprendre elles-mêmes la construction de locaux d'habitation pour leur usage personnel ou celui de leur famille (renvoyée à la commission des finances).

(1) Tirage restreint.
(2) Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les députés le 14 mars 1956.

**Vérification de pouvoirs.**

Dans sa séance du mercredi 14 mars, l'Assemblée nationale a invalidé M. Cottet (Indre-et-Loire).

**Modification aux listes électorales des membres des groupes.**

GROUPE D'UNION ET FRATERNITÉ FRANÇAISE
(48 membres au lieu de 49.)

Supprimer le nom de M. Cottet.

**Nominations de membres d'une commission extraparlementaire.**

Dans sa séance du mercredi 14 mars 1956, l'Assemblée nationale a nommé MM. Nisse, Hovnanian, Coumaud, Pierre Courant et Louvel membres du conseil d'administration de la caisse autonome de la reconstruction.

**Commission des boissons.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents* — MM. Badie, Baurens, Castera, Conte, Coste-Floret (Paul), Gourdon, Lalle, Ortlieb, Paumier (Bernard), Rieu, Roquefort, Ruf (Joannès), Salvetat, Teulé, Toublanc, Tourné, Turc (Jean), Vals.

*Excusé.* — M. Charlot.

*Suppléant.* — M. Cadic (de M. André Bégouin).

**Commission de la défense nationale.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. André (Pierre) (Meurthe-et-Moselle), Arnal (Frank), Auban (Achille), Bartolini, Bégouin (Lucien), Berrang, Billat, Christiaens, Clostermann, Ducos, Dumortier, Ferrand (Pierre) (Creuse), Guillemin, Girardot, Koenig, Le Pen, Malleret-Joinville, Manceau (Robert) (Sarthe), Margueritte (Charles), Mercier (André-François) (Deux-Sèvres), Montalat, Monteil (André), Montel (Pierre) (Rhône), Paul (Gabriel), de Pierrebourg, Planlevin, Pranchère, Mme Prin, MM. Puy, Scheider, Triboulet, Villon (Pierre).

*Suppléants.* — MM Ramel (de M. Crouzier), Mora (de M. Diat).

**Commission de l'éducation nationale.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Bouloux, Boutavant, Cartier (Marcel) (Drôme), Delachenal, Mlle Dienesch, MM. Doutrellot, Ducos, Mme Grappe, M. Kir, Mme Lempereur, Mlle Marzin, MM. Monnier, Prisset, Révillon (Tony), Rey, Rincent, Mlle Rumeau, MM. Thébault (Henri), Tourtaud, Tubach, Vayron, Viallet, Viatte.

*Suppléants.* — MM. Cherrier (de M. d'Astier de la Vigerie), Antoine Guitton (de M. de Baudry d'Asson), Dumortier (de M. Binot), Gagnaire (de M. Deixonne), Mora (de M. Garaudy), Berthet (de M. Le Strat), Ranoux (de M. Perche), Le Caroff (de M. Pierrard), Baylac (de M. Tamarelle), Reynès (de M. Teulé), Pirot (de M. Thamier), Ramel (de M. Tremolet de Villers).

**Commission de la famille, de la population et de la santé publique.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Arbogast, Babet (Raphaël), Barrot (Noël), Bouloux, Cayeux (Jean), Chatelain, Coirre, Courrier, Doutrellot, Mme Duvernois, MM. Ferrand (Pierre) (Creuse), Girard, Guislain, Lacaze (Henri), Leroy, Mahamoud Harbi, Mazuez (Pierre-Fernand), Monnerville (Pierre), Mora, Pinvidic, Prisset, Mme Rabaté, M. Regaudie, Mmes Reyraud, Roca, MM. Roclore, Salvetat, Sauer, Savard, Segelle, Thébault (Henri), Mme Vermeersch, M. Villard (Jean).

**Commission des finances.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Bonnefous (Edouard), Charles (Pierre), Colin (André), Dagain, Darou, Dorey, François-Benard, Gabelle, Guyon (Jean-Raymond), Icher, Jean-Moreau, Julian (Gaston), Leenhardt (Francis), Panier, Paquet, Pelat, Privat, Reynaud (Paul), de Tinguy.

*Suppléants.* — MM. Arnal (Frank), Pascal Arrighi, Chatelain, Paumier, Reynes (Alfred)

### Commission de la justice et de législation.

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Berthommier, Bourbon, Cherrier, Dejean, Denis (Alphonse), Dreyfus-Schmidt, Halbout, Isorni, Juvénal, Lacaze (Henri), Lefranc (Jean) (Pas-de-Calais), Marin (Fernand), Maton, Mignot, Moro-Giafferri (de), Peron (Yves), Plaisance, Mme Rabaté, MM. Rolland, Salliard du Rivault, Seitlinger, Triboulet, Varvier, Vigier, Vignal (Joseph), Wasmer.

*Excusé.* — M. Cupfer.

*Suppléants.* — M. Ramel (de M. Crouan), Mme F. Lefebvre (de M. Douala), MM. Fourvel (de M. Gautier), Boutrellot (de M. le Bail), Mlle Marzin (de M. Michel), M. Lamarque-Cando (de M. Sissoko Fily Dabo).

### Commission des territoires d'outre-mer.

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Alduy, Apithy, Aubame, Barry Diawadou, Benoist (Charles), Buron, Cermolacce, Cheikh Mohamed Saïd, Condat-Mahaman, Cordillot, Cuicci, Démarquet, Devinat, Fourcade (Jacques), Hamon (Marcel), Hénault, Konaté (Mamadou), Laurens (Camille), Lisette, Llante, Malbrant, Manceau (Robert) (Sarthe), Mbida, Mudry, Naudet, Ninine, Raingeard, Sanglier, Senghor, Sidi el Mokhtar, Teitgen (Pierre-Henri), Tsiranana.

*Suppléants.* — MM. Oopa Pouvanaa (de M. Antier), Beyrou (de M. Ouedraogo Kango), Grunitzky (de M. Douala).

### Commission du travail et de la sécurité sociale.

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Besset, Boisdé (Raymond), Bouret, Bouxom, Coquel, Cormier, Coutant (Robert), Couturaud, Dupont (Louis), Engel, Gagnaire, Mme Galicier, M. Garet (Pierre), Mme Guérin (Rose), MM. Lainé (Jean) (Eure), Leclercq, Mme Lefebvre (Francine), MM. Legagneux, Martin (Robert) (Seine-et-Marne), Meck, Monnerville (Pierre), Musmeaux, Ramel, Renard (Adrien), Reynès (Alfred), Soulié (Michel), Thibaud (Marcel) (Loire), Titeux, Vayron, Viallet, Vitatte, Vuillien.

*Suppléants.* — MM. Marguerite (de M. Le Floch), Rieu (de M. Jourd'hui), Coste-Floret (Alfred) (de M. Reille-Soult), Merle (de M. Ansart), Montalat (de M. Masse), Brard (de M. Joubert), Jacquet (de M. de Chevigny).

### Convocation de bureau.

Le quatrième bureau se réunira le jeudi 15 mars 1956 à onze heures (local n° 208) :

Rapport de M. Gosset sur les opérations électorales de la 1re circonscription de la Gironde.

### Réunions du jeudi 15 mars 1956.

4e bureau. — Rapport de M. Gosset sur les opérations électorales de la Gironde (1re circonscription), à onze heures. — Local n° 208.

Commission des affaires économiques, à dix heures. — Local n° 263.

Commission de l'agriculture, à neuf heures trente. — Local n° 232.

Commission de l'intérieur, à dix heures. — Local n° 207.

Commission de la marine marchande et des pêches, à dix heures. — Local n° 220.

Commission des moyens de communication et du tourisme, à dix heures. — Local n° 211.

Commission des pensions, à onze heures. — Local n° 266.

Commission de la presse, à dix heures. — Local n° 230.

Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, à dix heures. — Local n° 249.

Sous-commission d'étude des problèmes de défense nationale, à dix heures. — Local n° 213.

Sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte, à dix-sept heures. — Local de la commission des finances.

Sous-commission d'enquête sur le régime fiscal, à dix heures. — Local de la commission des finances.

Sous-commission d'étude des taxes parafiscales, à quinze heures. — Local de la commission des finances.

## CONSEIL DE LA REPUBLIQUE

### Ordre du jour du jeudi 15 mars 1956.

**A seize heures.** — SÉANCE PUBLIQUE.

1. — Vérification de pouvoirs, quatrième bureau :

Département d'Eure-et-Loir : élection de M. Levacher, en remplacement de M. Charles Brune, décédé. (M. Schwartz, rapporteur.)

Département de la Seine : proclamation de Mme Renée Dervaux, en remplacement de M. Georges Marrane, démissionnaire. (M. Parisot, rapporteur.)

2. — Décision sur la demande de discussion immédiate du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre, de la protection des personnes et des biens et de la sauvegarde du territoire. (Nos 344 et 349, session de 1955-1956, M. Verdeille, rapporteur de la commission de l'intérieur [administration générale, départementale et communale, Algérie].)

### Documents mis en distribution le jeudi 15 mars 1956.

N° 340. — Avis de M. Restat sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement.

N° 316. — Avis de MM. Coudé du Foresto, Henri Cornat et Bonnet sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant approbation du deuxième plan de modernisation et d'équipement (tome I).

N° 317. — Proposition de loi de M. Jean Geoffroy tendant à modifier les articles 45, 57, 70, 71, 76 du code civil et à interdire l'indication des noms du père et de la mère dans certains actes et documents.

N° 334. — Rapport de M. Parisot sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à faire bénéficier les fonctionnaires et agents féminins, anciennes infirmières de la Croix-Rouge de 1914 à 1918, des avantages de carrière accordés aux fonctionnaires anciens combattants.

N° 344 (1). — Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative et l'habilitant à prendre toutes mesures exceptionnelles en vue du rétablissement de l'ordre.

N° 349. — Rapport de M. Verdeille sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre en Algérie un programme d'expansion économique, de progrès social et de réforme administrative.

(1) NOTA. — Ce document a été mis à la disposition de Mmes et MM. les sénateurs le 14 mars 1956.

### Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales.

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Enjalbert, Alexis Jaubert, Marignan, Méric, François Patenôtre, de Raincourt, Rochereau, Seguin, Sempé, de Villoutreys.

*Suppléants.* — Mme Cardot MM. Cordier, Cuif.

*Excusés.* — MM. Bouquerel, Clerc, Charles Durand, Jacques Gadoin, Naveau, Schiaffino.

### Commission de l'agriculture.

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Brettes, Jean Doussot, Bénigne Fournier, Hoeffel, Le Bot, Mathey, Monsarrat, de Pontbriand, Primet, Restat, Suran.

*Suppléants.* — MM. d'Argenlieu, Cuif, Jaubert, Le Sassier-Boisauné, Marignan.

*Excusés.* — MM. de Bardonnèche, Brégégère, Driant, Durieux, Houdet, Edmond Jollit, Naveau, Pascaud, Jules Pinsard, de Raincourt.

**Commission de la défense nationale.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Robert Aubé, Henri Barré, le général Béthouart, Marcel Boulangé, Julien Brunhes, Fousson, Geoffroy, Le Gros, Masteau, de Maupéou, Edmond Michelet, Parisot, le général Petit, Piales, Raymond Pinchard, Ramampy, Jean-Louis Rolland, Rotinat.

*Suppléants.* — MM. Le Sassier-Boisauné, Primet, Radius, Raybaud.

*Excusés.* — MM. Augarde, Kalb, de Montullé.

**Commission des finances.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Alric, Berthoin, Bousch, Boutemy, Chapalain, Courrière, Debû-Bridel, Fléchet, Laffargue, Lamarque, Longuet, Masteau, de Montalembert, Pellenc, Primet, Roubert, Tinaud.

*Excusés.* — MM Armengaud, Auberger, Coudé du Foresto.

*Suppléants.* — MM. Brousse, Paul Chevallier, Fillon, Goudjout, Monichon, Raybaud

**Commission de l'intérieur (administration générale, départementale et communale. Algérie).**

*1re séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — M. Raymond Bonnefous, Mme Renée Dervaux, MM. Deutschmann, Le Basser, Waldeck L'Huillier, Claude Mont, Montpied, Nayrou, Marcel Rupied, Schwartz, Soldani, Zussy.

*Excusés.* — MM. André Cornu, Delrieu, Mme Marcelle Devaud, MM. Robert Gravier, Lachèvre, Lodéon, Restat, Verdeille.

*Suppléant.* — M. Descours-Desacres.

*2e séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM Raymond Bonnefous, André Cornu, Delrieu, Mme Renée Dervaux, M. Deutschmann, Mme Marcelle Devaud, MM. Enjalbert, Robert Gravier, Le Basser, Waldeck L'Huillier, Lodéon, Mahdi Abdallah, Claude Mont, Montpied, Nayrou, Restat, de Rocca Serra, Marcel Rupied, Schwartz, Soldani, Verdeille, Zèle, Zussy.

*Suppléants.* — MM. Benmiloud Khelladi, Borgeaud, Chapalain, Claudius Delorme, Descours-Desacres, Etienne Gay, Léo Hamon, Léonetti, de Menditte, Marcel Molle, Pidoux de la Maduère, Sempé.

*Assistaient, en outre à la séance.* — MM. Henri Barré, Rotinat (au titre de la commission de la défense nationale).

**Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — MM. Biatarana, Robert Chevalier, Delalande, Jean Geoffroy, Jozeau-Marigné, Marcilhacy, Marcel Molle, Namy, Péridier, Georges Pernot, Rabouin, Schwartz, Edgar Tailhades.

*Suppléant.* — M. Lodéan.

*Excusés.* — M. Gaston Charlet, Kalb, de La Gontrie, Joseph Yvon.

**Convocation de commission.**

Rectificatif à l'ordre du jour de la séance que tiendra la commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, le jeudi 15 mars 1956, à neuf heures quarante-cinq (local n° 202):

Ordre du jour rectifié.

I. — Rapport pour avis de M. Delalande, sur la proposition de loi (n° 134, session 1955-1956), adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'article 795 du code rural, relatif au droit de préemption pour les baux ruraux;

II. — Suite de l'examen du projet de loi (n° 544, année 1955), portant institution d'un code de procédure pénale.

**Réunions de commissions du jeudi 15 mars 1956.**

Commission de la justice et de législation civile, criminelle et commerciale, à neuf heures quarante cinq. — Local n° 202.

Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme, à onze heures. — Local n° 201.

Commission de la recherche scientifique et du progrès technique, à quatorze heures quarante-cinq. — Local n° 217.

**Avis de concours pour l'emploi de dame secrétaire (sténodactylographe) des services du Conseil de la République.**

Un concours pour l'emploi de dame secrétaire (sténodactylographe) des services du Conseil de la République aura lieu à partir du samedi 24 mars 1956.

Ce concours comprendra des épreuves d'admissibilité et des épreuves d'admission.

A. — Epreuves d'admissibilité

*Samedi 24 mars 1956.*

1° Epreuve de sténographie avec transcription à la machine à écrire;

2° Rédaction à la machine à écrire de lettres courantes ou d'un compte rendu de conversation sur la base d'éléments fournis aux candidates;

3° Dactylographie et déchiffrement. — Reproduction à la machine d'un texte manuscrit comportant un tableau et un certain nombre de difficultés à résoudre: fautes de français, inélégances de style, mots absents ou changés, additions insérées en marge, interversions d'alinéas. Cette épreuve est destinée à prouver une bonne connaissance de l'orthographe et une compréhension générale du texte.

B. — Epreuves d'admission

1° Epreuve de sténographie avec transcription à la machine à écrire;

2° Transcription directe sur la machine à écrire d'un texte dicté;

3° Tests psychotechniques simples d'intelligence, de mémoire et d'attention n'exigeant des candidates aucune préparation spéciale.

Les épreuves seront cotées de 0 à 20 points et affectées des coefficients suivants:

| | |
|---|---|
| Première épreuve sténographique | 1 |
| Rédaction à la machine à écrire d'une lettre courante | 2 |
| Dactylographie, déchiffrement | 1 |
| Deuxième épreuve sténographique | 2 |
| Dictée directe à la machine | 1 |
| Tests psychotechniques | 2 |

Toute note inférieure à 10 sur 20 dans la première et la seconde épreuve sténographique est éliminatoire.

Les candidates qui désireraient prendre part à ce concours devront faire parvenir avant le 19 mars 1956 au secrétariat général de la questure du Conseil de la République une demande écrite de leur main accompagnée des pièces suivantes:

1° Un extrait récent de leur acte de naissance;

2° Un extrait récent de leur casier judiciaire;

3° Une note manuscrite indiquant leur situation de famille;

4° Une note manuscrite précisant si elles entendent concourir sur leur machine à écrire personnelle ou sur une machine appartenant à l'administration du Conseil de la République;

5° Une copie de leurs titres universitaires;

6° Une note manuscrite indiquant leurs autres titres et emplois antérieurs (avec leurs derniers certificats de travail).

Elles devront être Françaises, âgées de plus de vingt ans et de moins de trente ans le 24 mars 1956. Cette limite d'âge est augmentée d'un an par enfant à charge.

L'entrée dans les cadres du Conseil de la République sera subordonnée au résultat favorable de la visite réglementaire passée devant le médecin chef du Conseil de la République avant les épreuves définitives d'admission.

Tous renseignements complémentaires seront donnés aux candidates qui se présenteront au secrétariat général de la questure du Conseil de la République, Palais du Luxembourg, 15, rue de Vaugirard (métro Odéon), tous les jours de dix heures à midi et de quatorze heures à dix-huit heures (samedi compris).

# INFORMATIONS

RELATIVES

# A L'ASSEMBLEE DE L'UNION FRANÇAISE

**Ordre du jour du jeudi 15 mars 1956.**

**A quinze heures trente.** — SÉANCE PUBLIQUE

**1.** — Discussion des conclusions de la commission d'instruction sur le dossier d'élection de M. Berthé, élu par l'Assemblée nationale. (n° 171, session 1955-1956, M. Daber, rapporteur.)

**2.** — Suite de la discussion d'urgence de la proposition de MM. Guillabert, Deroux, Lounda, Robert Léon, Hazoume, Bégat, Ya Doumbia, Guérandou N'Diaye, Randrefsa, Béhon et Cazelles, tendant à inviter le Gouvernement: 1° à prendre toutes mesures utiles pour empêcher dans tous les établissements d'enseignement métropolitains le retour de nouveaux incidents; 2° à procéder à une enquête immédiate en vue de déterminer les responsabilités qui auraient été encourues dans l'affaire de Montpellier, notamment chez les représentants de l'exécutif, et à prendre les sanctions exemplaires qui s'imposent en pareilles circonstances. (N°s 142 et 166, session 1955-1956, M. Guillabert, rapporteur, avis de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, M. Sylla, rapporteur.)

**3.** — Suite de la discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, concernant certaines mesures d'extension du repos dominical dans les territoires d'outre-mer. (N°s 17 et 116, année 1954 et 158, session 1955-1956, M. Bégarra, rapporteur.)

**4.** — Discussion de la demande d'avis, transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de décret, présenté par M. le ministre de la France d'outre-mer, et étendant au territoire des établissements français de l'Océanie les dispositions de la loi du 12 août 1902 qui modifient l'article 9 de la loi du 25 ventôse an XI et abrogent les articles 2, 3 et 4 de la loi du 21 juin 1843 sur la forme des actes notariés. (N°s 173, année 1955 et 153, session 1955-1956), M. Antonini, rapporteur.)

**5.** — Discussion de la proposition de MM. Léger, Georges Riond, Theetten, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser entre collectivités de la métropole et collectivités d'outre-mer la pratique dite des « jumelages ». (N°s 73 et 163, session 1955-1956, M. Chastenet, rapporteur.)

**Liste des projets, propositions ou rapports mis en distribution le 15 mars 1956.**

N° 138 (1). — Proposition de M. Raphaël-Leygues tendant à inviter le Gouvernement à donner le nom de Victor Schoelcher au premier aviso d'Union française (renvoyée à la commission de la défense de l'Union française).

N° 160 — Rapport par M. Ribera au nom de la commission de la législation, de la justice, des affaires administratives et domaniales sur la proposition (n° 175, année 1954) de M. Junillon tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale un projet de loi portant transformation des conseils du contentieux administratif des territoires d'outre-mer et des territoires associés en tribunaux administratifs.

N° 163 (1). — Rapport par M. Chastenet au nom de la commission des affaires culturelles et des civilisations d'outre-mer, sur la proposition (n° 73, session 1955-1956) de MM. Marcel Léger, Georges Riond et Paul Theetten, tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour favoriser entre collectivités de la métropole et collectivités d'outre-mer la pratique dite des « jumelages ».

N° 168 — Rapport par M. Bernier au nom de la commission des affaires financières, sur la proposition (n° 139, session 1955-1956) de MM. Alfred Jacobson, Boisdon, Iba Zizen, Le Brun Kéris, Mme Lefaucheux et M. Schmitt, tendant à inviter le Gouvernement à porter de 90 p. 100 à 100 p. 100 la subvention métropolitaine aux sections outre-mer du fonds d'investissement pour le développement économique et social (F. I. D. E. S.) pour les exercices 1956 et 1957.

N° 169. — Proposition de M. Pierre Cornet invitant le Gouvernement à doter les espaces sahariens d'un statut politique spécial impliquant la création d'un organisme chargé de toute initiative relative à la mise en valeur et à la réorganisation du système défensif de cette zone, et comportant la mise sur pied d'une région saharienne (renvoyée à la commission de politique générale).

N° 170 (2). — Rapport par M. Héline au nom de la commission de politique générale, sur la demande d'avis (n° 162, session 1955-1956), transmise par M. le président du conseil des ministres, sur le projet de loi (A. N. n° 895) autorisant le Gouvernement à mettre en œuvre les réformes et à prendre les mesures propres à assurer l'évolution des territoires relevant du ministre de la France d'outre-mer.

N° 171 (2 et 3). — Avis par M. Daber au nom de la commission d'instruction sur le dossier d'élection de M. Berthé, élu par l'Assemblée nationale.

N° 172 (2 et 3). — Rapport par M. Ribera au nom de la commission d'instruction sur la demande en autorisation de poursuites (n° 102, session 1955-1956) contre un membre de l'Assemblée de l'Union française.

NOTA. — (1) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le mercredi 14 mars 1956.
(2) Ces documents ont été mis à la disposition de Mmes et MM. les conseillers de l'Union française le mardi 13 mars 1956.
(3) Le tirage de ces documents a été limité aux besoins de Mmes et MM. les conseillers et des services de l'Assemblée de l'Union française.

**Affaires économiques.**

*Séance du mardi 13 mars 1956.*

*Présents:* MM. Ahmed Abdallah, Audu (Jean-Bertrand), Bégarra, Déde, Dusseaulx (Roger), Le Brun Kéris, Loste, Troisgros. *Suppléants:* M. Bégarra de M. Reverbori, M. Bernier de M. Bocher, M. Duval de M. Saïdou Djermakoye, M. Le Brun Kéris de M. Schmitt, M. Déde de M. Aubert, M. Troisgros de M. Riond (Georges), Mlle Lafon de M. Toujas, M. Ahmed Abdallah de M. Bertrand.

*Excusés:* MM. Theetten, Polycarpe.

**Affaires financières.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents:* MM. Antonini, Bernier, Cornet, Delmas, Léger, Reverbori, Schleiter. *Suppléants:* M. Antonini de M. Bême, M. Bernier de M. Ya Doumbia, M. Cornet de M. Gay, M. Delmas de M. Peretti, M. Léger de M. Theetten, M. Reverbori de M. Cazelles, M. Schleiter de M. Hamroun.

**Défense de l'Union française.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents.* — M. André (Max), Audu (Jean-Bertrand), Castex, Fleury, Foccart, Georget, de Gouyon, Guiter (Jean), Laurent-Eynac, Legentilhomme, Lévy (Roger), Rencurel, Reyt, Schleiter, Schneider. *Suppléants:* M. Dardelle de M. Signoret, M. Pierre-Louis Berthaud de M. William Bazé, M. Roger Lévy de M. Courtois, M. Max André de M. Jacobson, M. Georget de M. Raphaël-Leygues.

**Plan, équipement et communications.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents:* MM. Bernier, Castex, Charlier, Déde, Deroux, Duval, Fleury, Iba Zizen, Lhuillier. *Suppléants:* M. Jean-Bertrand Audu de M. Natali, M. Bernier de M. Diallo, M. Castex de M. Jacquier, M. Charlier de M. Bangoura, M. Déde de M. Rogué, M. Deroux de M. Guillabert, M. Duval de M. Junillon, M. Fleury de M. Dusseaulx, M. Iba Zizen de M. Jacobson.

*Excusés:* MM. Marquet, Roy.

**Relations extérieures.**

*Séance du mercredi 14 mars 1956.*

*Présents:* MM. Baudouin, Berthaud (Pierre-Louis), Bidet (André), Dardelle, Gorse, Habib-Deloncle, Legentilhomme, Lévy (Roger), Moullec, Oudard, Schneiter, Vignes. *Suppléants:* M. Rencurel de M. Benamor, M. Oudard de M. Benon, M. Dardelle de M. Céran-Jérusalemy, M. Roger Lévy de M. Coquart, M. André Bidet de M. Gorse, M. Audu de M. Guy, M. le général Legentilhomme de M. Héline, M. Vignes de Mme Lefaucheux, M. Schleiter de M. Georges Riond, M. Schneider de M. Omer Sarraut.

*Assistaient, en outre, à la séance:* M. de Gouyon, président, et M. Guiter, rapporteur de la commission de la défense de l'Union française, saisie au fond.

# AVIS ET COMMUNICATIONS

## Ministère de la défense nationale et des forces armées.

### Avis relatif à l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'ouvriers professionnels à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (terre).

Un concours pour le recrutement d'ouvriers professionnels à l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (terre) aura lieu à Paris, à partir du 4 juin 1956.

Les emplois à pourvoir se répartissent ainsi qu'il suit:

Ouvriers professionnels de première catégorie:

Electricien-mécanicien ..... 1
Reporteur photozincographe ..... 1

Ouvriers professionnels de deuxième catégorie:

Serrurier ..... 1
Plombier-zingueur ..... 1
Electricien ..... 1

Ouvrier professionnel de troisième catégorie:

Emballeur-compositeur ..... 1

Ouvrier professionnel de quatrième catégorie:

Conducteur d'appareils duplicateurs ..... 1

Pour pouvoir faire acte de candidature, il est nécessaire de réunir les conditions d'âge suivantes:

Etre âgé, au 1er janvier 1956, de dix-huit ans au moins et de trente-cinq ans au plus.

La limite d'âge maximum peut être reculée, le cas échéant, d'une durée égale au temps de services valables ou validables pour l'établissement du droit à pension, sans pouvoir toutefois excéder l'âge de quarante-cinq ans; d'autre part, elle n'est pas applicable aux ouvriers titulaires en fonctions dans une administration centrale de l'Etat.

Les candidats doivent faire parvenir leur demande d'inscription au concours, avant le 14 mai 1956, au secrétariat d'Etat aux forces armées (terre) (direction des personnels civils, 1er bureau), 10, rue Saint-Dominique, Paris (7e).

Les modalités d'organisation du concours et les pièces à fournir pour la constitution du dossier de candidature seront fixées par un arrêté qui sera publié ultérieurement.

## Ministère des affaires sociales.

SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION

### Avis de concours pour le recrutement d'un rédacteur à l'hôpital-hospice de Fréjus (Var).

Un concours sur épreuves pour le recrutement d'un rédacteur aura lieu les 16 et 17 mai 1956 à l'hôpital-hospice de Fréjus (Var).

Peuvent faire acte de candidature les personnes de nationalité française, titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire, du brevet supérieur, d'un brevet d'officier de l'armée active de terre, de mer ou de l'air, du certificat de capacité en droit ou d'un diplôme équivalent, ainsi que les agents ne possédant pas ces diplômes mais comptant au moins trois ans de services effectifs en qualité de secrétaire d'administration hospitalière ou de commis dans un établissement public d'hospitalisation, de soins ou de cure.

Les candidats devront avoir eu vingt et un ans au moins et trente ans au plus au 1er janvier 1956. Toutefois, cette limite d'âge est reculée d'un temps égal à la durée des services antérieurs civils ou militaires ouvrant des droits à la retraite sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 162 du décret du 29 juillet 1939 (enfants à charge).

Les dossiers de candidature devront être adressés avant le 16 avril 1956 au directeur de l'hôpital-hospice de Fréjus, qui adressera, à toute personne en faisant la demande, le programme des épreuves et la liste des pièces à fournir par les candidats.

## Ministère des affaires économiques et financières.

### Avis du groupe permanent d'études des marchés de denrées alimentaires relatif aux conditions d'achat des farines de blé.

Le groupe permanent d'études des marchés de denrées alimentaires, créé en application du décret du 11 mai 1953 (*Journal officiel* du 12 mai 1953) par l'arrêté du 17 janvier 1955 (*Journal officiel* du 20 janvier 1955), a décidé, lors de sa dernière réunion, de diffuser le communiqué suivant relatif aux conditions d'achat des farines de blé:

Les administrations et collectivités publiques, les établissements publics et les entreprises nationales sont informés qu'ils peuvent choisir librement leurs fournisseurs de farines, sans avoir à solliciter une autorisation quelconque, et qu'en conséquence ils peuvent appliquer, lors de la passation des marchés de farines, la procédure qui leur est propre, notamment l'adjudication ou l'appel d'offres.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les catégories de farines de blé sans exception.

Par ailleurs, il est rappelé que les caractéristiques applicables aux farines de blé ont été fixées par les textes ci-après:

Arrêté du 12 mars 1953 (*Journal officiel* du 19 mars 1953);
Arrêté du 6 novembre 1953 (*Journal officiel* du 19 novembre 1953, rectificatif au *Journal officiel* du 22 novembre 1953);
Arrêté du 18 juin 1954 (*Journal officiel* du 27 juin 1954).

### Avis aux importateurs de choux et de poireaux originaires et en provenance du Danemark et d'Espagne.

(Modificatif à l'avis aux importateurs publié au *Journal officiel* du 26 février 1956.)

La date limite des importations prévues par l'avis aux importateurs du 26 février 1956, complété par l'avis du 8 mars 1956, est reportée du 15 mars au 22 mars 1956, heure de fermeture des bureaux de douane.

### Avis aux importateurs de matériels d'équipement, de demi-produits, de petit outillage, d'ouvrages en métaux et de pièces détachées originaires et en provenance de la zone dollar.

Des crédits en dollars sont ouverts pour l'importation de produits originaires et en provenance de la zone dollar (Etats-Unis et Canada) reconnus nécessaires à l'économie française et figurant dans les listes ci-après:

I. — *Matériels pour lesquels les demandes peuvent être déposées au fur et à mesure des besoins.*

| NUMÉROS de poste. | TARIF DOUANIER | MATÉRIELS | ORIGINES |
|---|---|---|---|
| 4 | 84-11 C a..... | Compresseurs frigorifiques destinés à être montés sur des armoires et des appareils exportés hors du territoire métropolitain. | U. S. A. |
| 5 | 84-10 B, 84-61 A, 90-26 A, B, 90-23 A, B, C, 90-24 A, B, C, D, E, F, 90-25 A, B, ex 90-29. | Appareils de contrôle et de régulation. | U. S. A. |
| 25 | 85-01 C c, D c, 85-19 A b, ex A c, ex A d, E b. | Petit appareillage électrique. | U. S. A. |
| 26 | Ex 83-07 B a, B b, ex 85-10, ex 85-20, ex 90-13 A. | Lampes spéciales (éclairage scialitique), lampes de mineurs. | U. S. A. |
| 28 | 84-17 B, 90-17 B a, B b, B c, B d, B e, B f, ex 90-18 B b, 94-02 A, B. | Matériel médico-chirurgical. | U. S. A. |
| 30 | 84-18 B a, ex 90-01 B, ex 90-02 B, 90-12, ex 90-44 B, 90-16 B b, 90-14 E, 90-22 A, B, 90-25 C, E, 90-28 C a. | Instruments scientifiques de géophysique et machines d'essai. | U. S. A. |
| 31 | Divers ..... | Equipements électriques autres que moteurs. | U. S. A. |

| NUMÉROS de poste. | TARIF DOUANIER | MATÉRIELS | ORIGINES |
|---|---|---|---|
| 32 | Divers ..... | Matériels divers..... | U. S. A. ou Canada. |
| 33 | Divers ..... | Demi-produits et petit outillage. | U. S. A. ou Canada. |
| 34 | Divers ..... | Pièces détachées et de montage de matériel électrique. | U. S. A. |
| 35 | Divers ..... | Pièces détachées autres que les pièces détachées de matériel agricole ou automobile. | U. S. A. ou Canada. |
| 36 | Divers ..... | Pièces de rechange de matériel agricole. | U. S. A. ou Canada. |

Par dérogation aux dispositions des articles 2 et 3 du décret n° 49-927 du 13 juillet 1949, les demandes de licences portant sur les produits énumérés au paragraphe Ier ci-dessus, établies sur formules AC en six exemplaires, pourront être déposées à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris, dès l'insertion du présent avis et seront examinées au fur et à mesure de leur présentation.

Les demandes de licences concernant les matériels énumérés au paragraphe Ier ci-dessus déposées dans le cadre des crédits du précédent avis aux importateurs (*Journal officiel* du 13 novembre 1955) qui n'auront pas été retournées aux importateurs à la date de la publication du présent avis demeurent valables.

II. — *Matériels soumis à la procédure de l'appel d'offre (examen simultané des demandes de licences).*

| NUMÉROS de poste. | TARIF DOUANIER | MATÉRIELS | ORIGINES |
|---|---|---|---|
| 1 | 73-20 C, ex 74-07, 74-08, 75-04 ex A, 75-04 B, 76-06 B, 76-07, 76-05 A, B, 79-04 B, 80-05 B, 84-61 B. | Tubes façonnés, accessoires de tuyauterie autres qu'en fonte, robinetterie. | U. S. A. |
| 2 | 84-06 D, ex E..... | Moteurs fixes et marins... | U. S. A. |
| 3 | Ex 84-10 F, G, H.... | Pompes et moto-pompes autres qu'à mazout. | U. S. A. |
| 6 | Ex 84-13 A..... | Gicleurs ..... | U. S. A. |
| 7 | 84-14 B, D a, 84-21 D, 84-13, 84-14, 89-59 G. | Matériel pour les industries métallurgiques. | U. S. A. |
| 8 | Ex 84-15 A, ex 84-12, ex 84-59 O. | Prototypes d'appareils frigorifiques et de matériels de conditionnement d'air à usage domestique et commercial. | U. S. A. |
| 9 | Ex 84-17 E h, ex 84-18 A b, 84-59 A a, B a, C. | Matériel pour l'industrie du caoutchouc et des matières plastiques. | U. S. A. ou Canada. |
| 10 | Ex 84-17 E h, ex 84-59 A, B, C, ex 84-18 A b. | Matériels pour les industries chimiques. | U. S. A. ou Canada. |
| 11 | Ex 84-18 A b, ex 84-17 D, E, 84-29, 84-30, ex 84-59 A, b, c, B b, C. | Matériel pour les industries alimentaires. | U. S. A. ou Canada. |
| 12 | 84-17 E g, 84-31, ex 84-32, ex 84-33. | Matériels pour les industries des pâtes et papiers | U. S. A. ou Canada. |
| 13 | 84-21 A, 84-22 M a, 84-24, 84-25, 84-28. | Machines agricoles..... | U. S. A. ou Canada. |
| 14 | 84-22 (sauf B a et M a, les monte-charge à fonctionnement électrique et les treuils de labourage), ex 84-23, 84-56, 84-59 D, ex 87-07, 82-05 F c. | Matériels de génie civil matériels de levage et de manutention, matériels de broyage, matériels de mines, matériel pour le sondage autre que pour le pétrole. | U. S. A. |
| 15 | Ex 84-34, ex 84-35.. | Matériels pour l'imprimerie. | U. S. A. |
| 16 | 84-36, ex 84-37, ex 84-38, 84-39, 84-40 A, E, F. | Matériels pour les industries textiles (sauf platines et aiguilles). | U. S. A. |
| 17 | 84-40 B b..... | Matériels de blanchisserie industrielle. | U. S. A. |
| 18 | 84-41 A c..... | Machines à coudre industrielles. | U. S. A. |
| 19 | 84-41 A a, B c, 84-42. | Machines pour l'industrie du cuir et machines pour chaussures. | U. S. A. |
| 20 | 84-20 A, B a, c, d, 90-15. | Appareils et instruments de pesage. | U. S. A. |
| 21 | 84-45 A, B (sauf 84-45 B a f), 84-45 C (sauf 84-45 C m), 84-47, 84-49, 85-05, 84-59 E a D, F. | Machines électriques portatives, machines-outils travaillant par enlèvement ou par déformation du métal, machines-outils pneumatiques portatives, machines à bobiner. | U. S. A. |
| 22 | 84-46 A, ex 84-57.... | Matériels de verrerie..... | U. S. A. |
| 23 | Ex 85-01 A, B..... | Moteurs électriques ..... | U. S. A. |
| 24 | Ex 85-03, ex 85-04.. | Piles et accumulateurs électriques spéciaux. | U. S. A. |
| 27 | Ex 85-22 A, 90-11, ex 90-28 A, B, C b c. | Appareils de mesure électriques et radioélectriques, microscopes électroniques. | U. S. A. |
| 29 | Ex 90-16 B d e..... | Instruments de mesure... | U. S. A. |

Les demandes de licences d'importation portant sur les produits énumérés au paragraphe II ci-dessus, établies sur formule AC en six exemplaires, devront être déposées à l'office des changes (3e sous-direction), 8, rue de la Tour-des-Dames, à Paris, avant le 5 avril 1956, à onze heures trente. Elles feront l'objet d'un examen simultané.

Il ne sera plus reçu après cette date, et ce jusqu'à la parution d'un nouvel avis aux importateurs annonçant de nouveaux crédits, de demandes pour les produits figurant au paragraphe II, sauf pour les besoins essentiels et urgents. Les demandes dans ce cas ne pourront être reçues qu'à partir du 30 avril 1956 et devront être accompagnées d'une note justificative (du modèle joint en annexe au présent avis) qui pourra être visée par l'organisation syndicale professionnelle ou par le service ministériel de tutelle dont relève l'utilisateur du matériel à importer. Ces demandes ne pourront être satisfaites que dans la limite de 10 p. 100 du montant des licences délivrées à la suite de l'examen simultané pour le matériel correspondant.

Les demandes de licences concernant les matériels énumérés au paragraphe II ci-dessus déposées dans le cadre des crédits du précédent avis aux importateurs (*Journal officiel* du 13 novembre 1955) qui n'auront pas été retournées aux importateurs à la date de la publication du présent avis sont annulées.

Indépendamment des indications habituelles, chaque demande de licence devra comporter, en caractères très apparents, en haut et à gauche de la chemise-dossier, une référence au présent avis ainsi que le numéro de poste auquel elle se rapporte.

## ANNEXE

MODÈLE DE FICHE JUSTIFICATIVE A ÉTABLIR EN DEUX EXEMPLAIRES, ET SUR PAPIER LIBRE, PAR L'UTILISATEUR DE MATÉRIEL A IMPORTER EN CAS DE BESOIN URGENT

**Fiche justificative de besoin urgent.**

(Avis du 15 mars 1956.)

Nom et adresse de l'importateur: .....

.....

Nom et adresse de l'utilisateur final du matériel à importer: .....

.....

Désignation exacte du matériel à importer: .....

.....

Justifications (l'utilisateur devra justifier ici que le besoin d'importation n'était pas connu le 30 avril 1956 et indiquer les motifs pour lesquels cette importation est urgente): .....

.....

.....

.....

Certifié sincère et véritable.

(Date, signature et cachet de l'utilisateur du matériel.)

*Visa* (facultatif) *de l'organisation professionnelle ou du service ministériel dont relève l'utilisateur du matériel.*

.....

.....

.....

.....

MINISTERE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIERES

# MACHINES A TIMBRER

**dont l'emploi a été autorisé par l'administration de l'enregistrement pour le timbrage des quittances, des reçus ou décharges de titres ou d'objets, des reçus constatant des dépôts d'espèces, des effets de commerce** (code général des impôts, art. 862, et annexe IV, art. 71 à 93; arrêtés des 9 avril 1932, 24 juillet 1933, 6 novembre 1934, 18 octobre 1935 et 4 février 1950).

**LISTE DES AUTORISATIONS ACCORDEES PENDANT LE MOIS DE FEVRIER 1956**

**Classement par type d'appareil et par numéro d'empreintes.**

| EMPREINTES | | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers. | CONCESSIONNAIRES | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer — Valeur des empreintes. | DATE de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Lettres. | Numéros. | | | | | |
| | | *I. — Type C de la Société des machines Havas.* | | | | |
| H. | 0528 | Société à responsabilité limitée G. Regniault, A la Louve, 17, rue de Turbigo, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce : 0,01 F à 99,99 F. | 2 février 1956. | |
| H. | 0532 | Société en commandite par actions dite « Société de constructions agricoles et mécaniques de Redon, A. Garnier et Cie », 12, quai Jean-Bart, à Redon (Ille-et-Vilaine). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,10 F à 99,90 F. | 16 février 1956. | |
| H. | 0533 | Société à responsabilité limitée Les Fils de William Saurin, 34, rue du Louvre, à Paris. (Usage: 5, rue Jacques-Lepaire, à Lagny [Seine-et-Marne].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 99,99 F. | 16 février 1956. | |
| | | *II. — Type E de la Société des machines Havas.* | | | | |
| H. E. | 667 | Société anonyme des produits chimiques Shell-Saint-Gobain, 29, rue de Berri, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 99,99 F. | 2 février 1956. | |
| | | *III. — Type M de la Société des machines Havas.* | | | | |
| H. M. | 321 | Siemens, société anonyme française, 128, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 2 février 1956. | Précédemment utilisée sous la dénomination Société d'approvisionnement moderne Samering et au siège sis 52, avenue Théophile-Gautier, à Paris. |
| H. M. | 939 | Société de caution mutuelle d'équipement ménager de l'union intersyndicale des vendeurs et installateurs de la région de Toulouse, 38 *bis*, rue Roquelaine, à Toulouse (Haute-Garonne). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 14 février 1956. | |
| H. M. | 968 | Société anonyme Rigaud, 51, rue François-Ier, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 2 février 1956. | |
| H. M. | 995 | Société anonyme Champagne Massé père et fils, 48, rue de Courlancy, à Reims (Marne). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 21 février 1956. | |
| H. M. | 996 | Société anonyme dite « Société d'hygiène dermatologique de Vichy », 28, rue du Président-Wilson, à Vichy (Allier). (Usage: 6 à 10, rue Sainte-Anne, à Asnières [Seine].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 1er février 1956. | Remplace la machine H. M. n° 1183. |
| H. M. | 1007 | Société à responsabilité limitée Etablissements Pégouret, 18, place Wilson, à Toulouse (Haute-Garonne). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1008 | Société anonyme Compagnie Massey-Harris-Ferguson, avenue Industrielle, à Marquette-lez-Lille (Nord). (Usage: 15, place Amélie-Larrieu, à Bordeaux [Gironde].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1009 | Société anonyme Compagnie Massey-Harris-Ferguson, avenue Industrielle, à Marquette-lez-Lille (Nord). (Usage: 5, rue des Docks, à Lyon [Rhône].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 16 février 1956. | |

| EMPREINTES | | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION ADRESSE ou raison sociale des usagers | CONCESSIONNAIRES | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer — Valeur des empreintes. | DATE de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Lettres. | Numéros. | | | | | |
| H. M. | 1015 | Société anonyme Compagnie Massey-Harris-Ferguson, avenue Industrielle, à Marquette-lez-Lille (Nord). (Usage: 29 à 33, avenue du Parc-à-Fourrage, à Toulouse (Haute-Garonne).) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 14 février 1956. | |
| H. M. | 1016 | Société anonyme Compagnie Massey-Harris-Ferguson, avenue Industrielle, à Marquette-lez-Lille (Nord). (Usage: 2, quai de Tourville, à Nantes [Loire-Inférieure].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 21 février 1956. | |
| H. M. | 1017 | Société anonyme Compagnie Massey-Harris-Ferguson, avenue Industrielle, à Marquette-lez-Lille (Nord). (Usage: 148, boulevard de la Villette, à Paris.) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 2 février 1956. | |
| H. M. | 1025 | Société à responsabilité limitée Galeries de l'Indre, 41, rue Victor-Hugo, à Châteauroux (Indre). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 21 février 1956. | |
| H. M. | 1027 | Société anonyme Anciens établissements Tirard, 155, rue de Constantine, à Rouen (Seine-Maritime). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 24 février 1956. | Remplace la machine H. n° 0153. |
| H. M. | 1029 | Société à responsabilité limitée Nouvelles Galeries, rue Saint-Vincent, à Dax (Landes). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 6 février 1956. | |
| H. M. | 1045 | Société en commandite par actions Puiseux-Durin et Cie, Manufacture française des pneumatiques Michelin, place des Carmes-Déchaux, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). (Usage: 97, boulevard Pereire, à Paris.) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 10 février 1956. | Remplace la machine H. E. n° 580. |
| H. M. | 1046 | Société anonyme Compagnie Massey-Harris-Ferguson, avenue Industrielle, à Marquette-lez-Lille (Nord). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1047 | Société anonyme Fabriques de produits chimiques de Thann et de Mulhouse, 51, faubourg du Rhin, à Thann (Haut-Rhin). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 29 février 1956. | |
| H. M. | 1049 | Société anonyme Compagnie des transmissions mécaniques Sedis, 19, avenue du Général-Mangin, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 11 février 1956. | Remplace la machine H. E. n° 471. |
| H. M. | 1055 | Société à responsabilité limitée Etablissements Camille-Mercier, 6, rue de l'Helvétie, à Morteau (Doubs). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 29 février 1956. | |
| H. M. | 1058 | Société à responsabilité limitée Les Galeries nivernaises, 10, rue des Ardilliers, à Nevers (Nièvre). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 999,9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1065 | Société anonyme Pneumatiques et caoutchouc manufacturé Kléber-Colombes, 9, rue de Presbourg, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 11 février 1956. | Remplace la machine H. E. n° 035. |
| H. M. | 1066 | Société anonyme Wine Cintra-Company, 6, square de l'Opéra, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 22 février 1956. | |
| H. M. | 1153 | Société à responsabilité Nice-Accessoires-Autos, 5, rue Berlioz, à Nice (Alpes-Maritimes). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 à 9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1271 | Société anonyme Etablissements R. Besse et Cie, 1, place de la République, à Lille (Nord). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 à 9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1281 | Société à responsabilité limitée Etablissements G. et R. Groebli, avenue de Coucy, 3, à Soissons (Aisne). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 à 9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1310 | Société anonyme dite « Société d'exploitation des établissements Hannecart et Dannay », 7, passage Turquetil, à Paris. (Usage: 12, rue Jean-Jaurès, à Fourmies [Nord].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 14 février 1956. | Remplace la machine H. A. n° 421. |
| H. M. | 1351 | Société anonyme Raffinerie Maurice Toy-Riont, 25, rue Caussemille, à Marseille (Bouches-du-Rhône). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 6 février 1956. | Remplace la machine H. A. n° 443. |
| H. M. | 1383 | Société à responsabilité limitée Etablissements Paul Merle, 6, rue Romarin, à Lyon (Rhône). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1390 | Société à responsabilité limitée Laboratoires Pimelia, 15, rue Michelet, à Montreuil-sous-Bois (Seine). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1393 | Société à responsabilité limitée Escats et Maffre, 91, allées Charles-de-Fitte, à Toulouse (Haute-Garonne). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 14 février 1956. | |

| EMPREINTES | | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION ADRESSE ou raison sociale des usagers | CONCESSIONNAIRES | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer — Valeur des empreintes. | DATE de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Lettres. | Numéros. | | | | | |
| H. M. | 1391 | Société à responsabilité limitée Gustave Ressayre, 10, rue des Alpes, à Valence (Drôme). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 14 février 1956. | |
| H. M. | 1404 | Société à responsabilité limitée Etablissements Fouilleret, à Saint-Loup-de-Naud, par Longueville (Seine-et-Marne). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 6 février 1956. | |
| H. M. | 1410 | Société anonyme dite « Société commerciale pour l'agriculture et l'industrie », 11, rue de La Baume, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 2 février 1956. | Remplace la machine H. A. n° 407. |
| H. M. | 1411 | Société à responsabilité limitée Etablissements Husseau et Moynaton, à Courlay (Deux-Sèvres). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 14 février 1956. | |
| H. M. | 1412 | Société à responsabilité limitée Les Fils de Marcel Quancard, à la Grave-d'Ambares (Gironde). | Havas. | Quittances et effets de commerce. 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1414 | Société anonyme Bellot Frères et Boudot-Lamotte, 14, rue des Bas-Trévois, à Troyes (Aube). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | |
| H. M. | 1420 | Société anonyme Alliot Limasset et Cie, 38, rue de Reuilly, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 11 février 1956. | |
| H. M. | 1423 | Société à responsabilité limitée G. Malinge et Cie, 14, place du Pélican, à Angers (Maine-et-Loire). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 24 février 1956. | Remplace la machine H. A n° 529. |
| H. M. | 1424 | Société à responsabilité limitée J. Tachon Père et Fils, 2, rue Rabanis, à Bordeaux (Gironde). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 21 février 1956. | |
| H. M. | 1430 | Société anonyme Compagnie générale lyonnaise, 3, rue de la Barre, à Lyon (Rhône). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 24 février 1956. | |
| H. M. | 1441 | Société à responsabilité limitée Garnier et Ponsonnet, 25, rue de la Valette, à Annonay (Ardèche). | Havas. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 24 février 1956. | Remplace la machine H. A n° 347. |

IV. — *Type S M de la Société des machines S. A. T. A. S.*

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| S. M. | 0515 | Société anonyme Banque Guilhot, 8, rue de Cessac, à Agen (Lot-et-Garonne). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 0,1 F à 999 F. | 21 février 1956. | Remplace la machine S. M. n° 0288. |
| S. M. | 0674 | Société à responsabilité limitée Imprimerie Henri Garnaud et Fils, avenue des Quatre-Sillons, à Angoulême (Charente). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce. 1 F à 9 F. | 24 février 1956. | |
| S. M. | 0712 | M. Claude Guedj, propriétaire directeur de l'entreprise Trousseaux de Cholet, 2, rue Levacher, à Alger. (Usage : 8, rue Liandier, à Marseille [Bouches-du-Rhône].) | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce. 1 F à 99 F. | 16 février 1956. | |
| S. M. | 0713 | Société anonyme Ciba, à Saint-Fons (Rhône). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 0,1 F à 999,9 F. | 16 février 1956. | Remplace la machine S. M. n° 0108. |
| S. M. | 0718 | Société à responsabilité limitée Le Comptoir métallurgique du Littoral, 10, boulevard Auguste-Raynaud, à Nice (Alpes-Maritimes). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | |
| S. M. | 0722 | Société anonyme Manufacture française des ressorts Guillotte, 5 et 7, rue Jaugot, à Lyon (Rhône). (Usage : 33, boulevard Boués, à Marseille [Bouches-du-Rhône].) | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 6 février 1956. | |
| S. M. | 0723 | Société anonyme Manufacture française des ressorts Guillotte, 5 et 7, rue Jaugot, à Lyon (Rhône). (Usage : 18, rue Fouques, à Montpellier [Hérault].) | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | |
| S. M. | 0724 | Société anonyme Manufacture française des ressorts Guillotte, 5 et 7, rue Jaugot, à Lyon (Rhône). (Usage : 6 *bis*, quai de Paludate, à Bordeaux [Gironde].) | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce. 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | |
| S. M. | 0728 | Société anonyme Seiligmann et Cie, 35, rue du Louvre, à Paris. (Usage : à Vaucouleurs [Meuse].) | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 21 février 1956. | |
| S. M. | 0729 | Société à responsabilité limitée M. A. T. I., 8, rue Désiré-Claude, à Saint-Etienne. (Usage : 12, rue Victor-de-Laprade, à Montbrison [Loire].) | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 99 F. | 24 février 1956. | |
| S. M. | 0730 | Société anonyme dite « Société autonome française de financement », 43 *bis*, rue de la Pelouse, au Mans (Sarthe). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce : 1 F à 9 F. | 21 février 1956. | |

| EMPREINTES Lettres. | EMPREINTES Numéros. | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers. | CONCESSIONNAIRES | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer. — Valeur des empreintes. | DATE de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| S. M. | 0732 | Société anonyme dite « Société industrielle et agricole de la Somme et raffineries Franoçis », 13, rue de Calais, à Paris. | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 99,99 F. | 2 février 1956. | |
| S. M. | 0733 | Société à responsabilité limitée dite « Société radiophonique nancéienne Sorana », 7, rue Saint-Georges, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 99 F. | 16 février 1956. | |
| S. M. | 0734 | Société anonyme Equipement industriel technique et automobile par le crédit (E. I. T. A. C.), 6, allées Léon-Gambetta, à Marseille (Bouches-du-Rhône). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 29 février 1956. | |
| S. M. | 0736 | Société anonyme dite « Société d'approvisionnement des pharmaciens de Basse-Normandie », 1 et 3, rue du Marais, à Caen (Calvados). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 21 février 1956. | |
| S. M. | 0737 | Société à responsabilité limitée La Méridionale des bois et matériaux, 16, avenue Jean-Moulin, à Béziers (Hérault). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce. 1 F à 9 F. | 22 février 1956. | |
| S. M. | 0738 | Société à responsabilité limitée Charles et Jean Grimmelsen, passage Piver, 7, à Paris. | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 14 février 1956. | |
| | | V. — *Type S U de la Société des machines S. A. T. A. S.* | | | | |
| S. U. | 351 | Société anonyme Krema-Hollywood Chewing Gum Company, 23, rue de Prony, à Paris. | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 5 F. | 2 février 1956. | Précédemment utilisée sous la dénomination « Hollywood Chewing Gum Company ». |
| | | VI. — *Type N. H. de la Société des machines S. E. C. A. P.* | | | | |
| N. H. | 1070 | M. Jacques Lafarge, pharmacien directeur propriétaire des laboratoires de la Quintonine, 62, rue de la Brauderie, à Châteauroux (Indre). | S. E. C. A. P. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 99 F. | 29 février 1956. | |
| N. H. | 1091 | Société anonyme Produits chimiques industriels, 43, rue Christino-Garcia, à la Plaine-Saint-Denis (Seine). | S. E. C. A. P. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 3 février 1956. | |
| N. H. | 1101 | Société à responsabilité limitée Etablissements J. Chotard, 22, rue Bobillot, à Paris. | S. E. C. A. P. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 22 février 1956. | |

## LISTE DES AUTORISATIONS DONT LES USAGERS ONT CESSE DE BENEFICIER PENDANT LE MOIS DE FEVRIER 1956

| EMPREINTES Lettres. | EMPREINTES Numéros. | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers | CONCESSIONNAIRES | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer. — Valeur des empreintes. | DATE de la décision de retrait de l'autorisation. | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | I. — *Type A de la Société des machines Havas.* | | | | |
| H. A. | 347 | Société à responsabilité limitée Garnier et Ponsonnet, 25, rue de la Valette, à Annonay (Ardèche). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 5 F. | 24 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1411. |
| H. A. | 407 | Société anonyme dite « Société commerciale pour l'agriculture et l'industrie », 11, rue de La Baume, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 5 F. | 2 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1410. |
| H. A. | 421 | Société anonyme dite « Société d'exploitation des établissements Hannecart et Dannay », 7, passage Turquetil, à Paris. (Usage: 12, rue Jean-Jaurès, à Fourmies [Nord].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 5 F. | 14 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1310. |
| H. A. | 443 | Société anonyme Raffineries Maurice Toy-Riont, 25, rue Caussemille, à Marseille (Bouches-du-Rhône). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 5 F. | 6 février 1956 | Remplacée par la machine H. M. n° 1351. |
| H. A. | 529 | Société à responsabilité limitée G. Malinge et C°, 14, place du Pélican, à Angers (Maine-et-Loire). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 5 F. | 24 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1423. |

| EMPREINTES | | NOMS, PRÉNOMS, PROFESSION, ADRESSE ou raison sociale des usagers | CONCESSIONNAIRES | NATURE DES DOCUMENTS à timbrer — Valeur des empreintes | DATE de la décision de retrait de l'autorisation | OBSERVATIONS |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Lettres | Numéros | | | | | |
| | | **II. — *Type C de la Société des machines Havas.*** | | | | |
| II. | 0153 | Société anonyme Anciens établissement Tirard, 155, rue de Constantine, à Rouen (Seine-Maritime). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,10 F à 99,90 F. | 24 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1027. |
| II. | 0356 | M. Victor Helin, pharmacien, 62, rue de la Brauderie, à Châteauroux (Indre). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 9,99 F. | 29 février 1956. | Machine retirée le 22 février 1956. |
| II. | 0474 | Société anonyme Union meunière de la Haute-Garonne, 13, place Dupuy, à Toulouse (Haute-Garonne). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 9,99 F. | 10 février 1956. | Machine retirée le 21 novembre 1955. |
| | | **III. — *Type E de la Société des machines Havas.*** | | | | |
| H. E. | 035 | Société anonyme Pneumatiques et caoutchouc manufacturé kléber-Colombes, 9, rue de Presbourg, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 99,99 F. | 11 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1065. |
| H. E. | 471 | Société anonyme Compagnie des transmissions mécaniques Sedis, 19, avenue du Général-Mangin, à Paris. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,10 F à 99,90 F. | 11 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1049. |
| H. E. | 580 | Société en commandite par actions Puiseux, Durin et Cie, Manufacture française des pneumatiques Michelin, place des Carmes-Déchaux, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). (Usage: 97, boulevard Pereire, à Paris.) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,10 F à 999,90 F. | 10 février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 1045. |
| | | **IV. — *Type M de la Société des machines Havas.*** | | | | |
| H. M. | 129 | Société en nom collectif Etablissements Martel et Barbe, 93, rue Riquet, à Toulouse (Haute-Garonne). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99.9 F. | 10 février 1956. | Machine retirée le 10 janvier 1956. |
| H. M. | 368 | Société anonyme Etablissements Thieulin, 20, 22, 24, avenue Fontaine-Argent, à Besançon (Doubs). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 0,1 F à 99,9 F. | 27 février 1956. | Machine retirée le 9 février 1056. |
| H. M. | 623 | Société à responsabilité limitée Edetex, 10, rue Ruffi, à Nîmes (Gard). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 20 février 1956. | Machine retirée le 27 janvier 1956. |
| H. M. | 654 | M. Gontran Leroy, gérant de sociétés, 12, chemin du Fort-de-l'Est, à Saint-Denis (Seine). | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 14 février 1956. | Machine retirée le 23 janvier 1956. |
| H. M. | 1183 | Société anonyme Hygiène dermatologique de Vichy, 28, rue du Président-Wilson, à Vichy (Allier). (Usage. 6, 10, rue Sainte-Anne, à Asnières [Seine].) | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 1er février 1956. | Remplacée par la machine H. M. n° 996. |
| H. M. | 1374 | Société à responsabilité limitée Les Fils de William Saurin, 34, rue du Louvre, à Paris. (Usage: 5, rue Jacques-Lepaire, à Lagny [Seine-et-Marne]. | Havas. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 16 février 1956. | Machine non installée, autorisation rapportée. |
| | | **V. — *Type S. M. de la Société des machines S. A. T. A. S.*** | | | | |
| S. M. | 0108 | Société anonyme Ciba, à Saint-Fons (Rhône). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 99,9 F. | 16 février 1956. | Remplacée par la machine S. M. n° 0713. |
| S. M. | 0288 | Société anonyme Banque Guilhot, 8, rue de Cessac, à Agen (Lot-et-Garonne). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce 0,10 F à 999.90 F. | 21 février 1956. | Remplacée par la machine S. M. n° 0515. |
| S. M. | 0446 | Société à responsabilité limitée Technique rationnelle moderne (T. E. R. A. M. O.), 68, rue d'Alsace, à Villeurbanne (Rhône). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 0,01 F à 99,99 F. | 21 février 1956. | Machine retirée le 3 février 1956. |
| S. M. | 0540 | M. Jacques Domezon, directeur, propriétaire de l'entreprise Comptoir chimique continental, 7, boulevard de Briançon, à Marseille (Bouches-du-Rhône). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 24 février 1956. | Machine retirée le 31 janvier 1956. |
| S. M. | 0564 | Société à responsabilité limitée Etablissements Henri Malsert, 47, rue Cuvier, à Lyon (Rhône). | S. A. T. A. S. | Quittances et effets de commerce: 1 F à 9 F. | 14 février 1956. | Machine retirée le 13 janvier 1956. |

MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIÈRES

# LOTERIE NATIONALE

Le tirage de la neuvième tranche de la loterie nationale 1956 a eu lieu à Paris, au Palais de Chaillot, le 14 mars 1956, à vingt heures trente.

Les billets dont le numéro se termine par :

| | | |
|---|---|---|
| 3 | gagnent..... | 2.000 F. |
| 5 | — ..... | 2 000 F. |
| 52 | — ..... | 4.000 F. |
| 82 | — ..... | 4 000 F. |
| 16 | — ..... | 4 000 F. |
| 09 | — ..... | 4 000 F. |
| 43 | — ..... | 5.000 F. |
| 11 | — ..... | 6 000 F. |
| 437 | — ..... | 12.000 F. |
| 105 | — ..... | 12 000 F. |
| 019 | — ..... | 15 000 F. |
| 364 | — ..... | 25 000 F. |
| 423 | — ..... | 30 000 F. |
| 9.674 | — ..... | 40.000 F. |
| 5.304 | — ..... | 40.000 F. |
| 8.775 | — ..... | 40.000 F. |
| 8.364 | — ..... | 40 000 F. |
| 6.020 | — ..... | 40 000 F. |
| 5.080 | — ..... | 40 000 F. |
| 6.533 | — ..... | 50.000 F. |
| 3.932 | — ..... | 50.000 F. |
| 4.859 | — ..... | 100.000 F. |
| 9.240 | — ..... | 100 000 F. |
| 5.227 | — ..... | 150.000 F. |

Les billets portant le numéro :

| | | |
|---|---|---|
| 94.514 | gagnent..... | 200.000 F. |
| 93.166 | — ..... | 200.000 F. |
| 21.033 | — ..... | 200.000 F. |
| 77.301 | — ..... | 200 000 F. |
| 52.580 | — ..... | 200.000 F. |
| 47.953 | — ..... | 200 000 F. |
| 72.785 | — ..... | 200.000 F. |
| 67.942 | — ..... | 200.000 F. |
| 59.812 | — ..... | 200 000 F. |
| 01.673 | — ..... | 200 000 F. |
| 95.768 | — ..... | 250 000 F. |
| 01.075 | — ..... | 250.000 F. |
| 33.493 | — ..... | 400.000 F. |
| 17.089 | — ..... | 600.000 F. |
| 67.248 | — ..... | 1.000.000 F. |
| 65.857 | — ..... | 1.000.000 F. |
| 21.176 | — ..... | 1.000 000 F. |
| 79.634 | — ..... | 1.000.000 F. |
| 65.271 | — ..... | 1.000.000 F. |
| 73.190 | — ..... | 1.000.000 F. |
| 17.923 | — ..... | 1.000.000 F. |

Le billet portant le numéro :

92.922 gagne 5.000.000 F dans le groupe **2** et 500.000 F dans les quatre autres groupes.
60.908 gagne 10.000.000 F dans le groupe **2** et 1.000.000 F dans les quatre autres groupes.
61.842 gagne 25.000.000 F dans le groupe **4** et 2.500.000 F dans les quatre autres groupes.

Le prochain tirage aura lieu le 21 mars 1956, à Paris, salle Pleyel.

MINISTÈRE DES AFFAIRES

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS. — CONTRIBUTIONS

# RELEVÉ PAR

# STATISTIQUE MEN

CAMPAGNE 1955-1956. —

| NUMÉROS d'ordre | DÉPARTEMENTS | QUANTITÉS DE VINS SORTIES DES CHAIS DES RÉCOLTANTS | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Vins à A. O. C. et vins d'Alsace | | | Vins de consommation courante | | | Total | | |
| | | Février. | Antérieurs | Total | Février. | Antérieurs | Total | Février. | Antérieurs | Total. |
| 1 | Ain | 1 | 62 | 63 | 1.932 | 24.044 | 25.976 | 1.933 | 24.106 | 26.039 |
| 2 | Aisne | 169 | 473 | 642 | 8 | 75 | 83 | 177 | 548 | 725 |
| 3 | Allier | » | » | » | 2.216 | 16.669 | 18.885 | 2.216 | 16.669 | 18.885 |
| 4 | Alpes Basses-) | » | » | » | 1.584 | 16.957 | 18.541 | 1.584 | 16.957 | 18.541 |
| 5 | Alpes Hautes-) | » | » | » | 1.838 | 9.322 | 11.160 | 1.838 | 9.322 | 11.160 |
| 6 | Alpes-Maritimes | » | 2 | 2 | 142 | 1.064 | 1.206 | 142 | 1.066 | 1.208 |
| 7 | Ardèche | 173 | 1.281 | 1.454 | 30.071 | 316.860 | 346.931 | 30.244 | 318.141 | 348.385 |
| 8 | Ardennes | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 9 | Ariège | » | » | » | 293 | 3.565 | 3.858 | 293 | 3.565 | 3.858 |
| 10 | Aube | 98 | 20.107 | 20.205 | 25 | 598 | 623 | 123 | 20.705 | 20.828 |
| 11 | Aude | 1.290 | 21.134 | 22.424 | 299.158 | 2.477.333 | 2.776.491 | 300.448 | 2.498.467 | 2.798.915 |
| 12 | Aveyron | » | » | » | 3.272 | 10.707 | 13.979 | 3.272 | 10.707 | 13.979 |
| 13 | Bouches-du-Rhône | 120 | 1.325 | 1.445 | 58.271 | 467.076 | 525.347 | 58.391 | 468.401 | 526.792 |
| 14 | Calvados | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 15 | Cantal | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 16 | Charente | » | » | » | 85.375 | 197.438 | 282.813 | 85.375 | 197.438 | 282.813 |
| 17 | Charente-Maritime | » | » | » | 65.856 | 392.636 | 458.492 | 65.856 | 392.636 | 458.492 |
| 18 | Cher | 2.055 | 4.600 | 6.655 | 651 | 6.797 | 7.448 | 2.706 | 11.397 | 14.103 |
| 19 | Corrèze | » | » | » | 30 | 783 | 813 | 30 | 783 | 813 |
| 21 | Côte-d'Or | 9.143 | 40.805 | 49.948 | 2.615 | 28.438 | 31.053 | 11.758 | 69.243 | 81.001 |
| 22 | Côtes-du-Nord | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 23 | Creuse | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 24 | Dordogne | 34.370 | 143.687 | 178.057 | 13.368 | 169.172 | 182.540 | 47.738 | 312.859 | 360.597 |
| 25 | Doubs | » | » | » | 2 | 8 | 10 | 2 | 8 | 10 |
| 26 | Drôme | 6.209 | 35.783 | 41.992 | 8.822 | 98.424 | 107.246 | 15.031 | 134.207 | 149.238 |
| 27 | Eure | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 28 | Eure-et-Loir | » | » | » | » | 3 | 3 | » | 3 | 3 |
| 29 | Finistère | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 30 | Gard | 3.951 | 18.576 | 22.527 | 225.066 | 2.294.604 | 2.519.670 | 229.017 | 2.313.180 | 2.542.197 |
| 31 | Garonne (Haute-) | » | » | » | 23.418 | 149.911 | 173.329 | 23.418 | 149.911 | 173.329 |
| 32 | Gers | » | » | » | 85.317 | 583.414 | 668.731 | 85.317 | 583.414 | 668.731 |
| 33 | Gironde | 175.129 | 888.245 | 1.063.374 | 108.648 | 930.450 | 1.039.098 | 283.777 | 1.818.695 | 2.102.472 |
| 34 | Hérault | 766 | 7.046 | 7.812 | 586.821 | 4.203.030 | 4.789.851 | 587.587 | 4.210.076 | 4.797.663 |
| 35 | Ille-et-Vilaine | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 36 | Indre | 25 | 94 | 119 | 4.631 | 48.524 | 53.155 | 4.656 | 48.618 | 53.274 |
| 37 | Indre-et-Loire | 12.881 | 44.426 | 57.307 | 20.180 | 165.959 | 186.139 | 33.061 | 210.385 | 243.446 |
| 38 | Isère | 1 | 15 | 16 | 3.386 | 25.009 | 28.395 | 3.387 | 25.024 | 28.411 |
| 39 | Jura | 478 | 3.867 | 4.345 | 2.742 | 4.154 | 6.896 | 3.220 | 8.021 | 11.241 |
| 40 | Landes | » | » | » | 40.451 | 144.529 | 184.980 | 40.451 | 144.529 | 184.980 |
| 41 | Loir-et-Cher | 3.798 | 10.862 | 14.660 | 61.467 | 372.233 | 433.700 | 65.265 | 383.095 | 448.360 |
| 42 | Loire | 1 | 114 | 115 | 2.382 | 22.468 | 24.850 | 2.383 | 22.582 | 24.965 |
| 43 | Loire (Haute-) | » | » | » | 10 | 226 | 236 | 10 | 226 | 236 |
| 44 | Loire-Inférieure | 26.271 | 54.484 | 80.755 | 28.811 | 123.255 | 152.066 | 55.082 | 177.739 | 232.821 |
| 45 | Loiret | » | » | » | 4.691 | 33.372 | 38.063 | 4.691 | 33.372 | 38.063 |
| 46 | Lot | » | » | » | 4.120 | 45.302 | 49.422 | 4.120 | 45.302 | 49.422 |
| 47 | Lot-et-Garonne | 1.800 | 3.511 | 5.311 | 30.722 | 230.847 | 261.569 | 32.522 | 234.358 | 266.880 |

ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

INDIRECTES. — 2e DIVISION. — 2e BUREAU

# DÉPARTEMENT

# SUELLE DES VINS

MOIS DE FÉVRIER 1956

| QUANTITÉS DE VINS SOUMISES AU DROIT DE CIRCULATION | | | | | | | | | STOCK commercial | NUMÉROS d'ordre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vins à A. O. C. | | | Vins de consommation courante | | | Total | | | | |
| Février. | Antérieurs | Total | Février. | Antérieurs | Total | Février. | Antérieurs | Total | | |
| 672 | 4.376 | 5.048 | 19.520 | 123.540 | 143.060 | 20.192 | 127.916 | 148.108 | 68.533 | 1 |
| 1.477 | 10.364 | 11.841 | 31.594 | 169.604 | 201.198 | 33.071 | 179.968 | 213.039 | 53.347 | 2 |
| 461 | 3.970 | 4.431 | 30.375 | 214.272 | 244.647 | 30.836 | 218.242 | 249.078 | 46.471 | 3 |
| 31 | 145 | 176 | 3.022 | 22.938 | 25.960 | 3.053 | 23.083 | 26.136 | 4.310 | 4 |
| 70 | 437 | 507 | 5.691 | 43.395 | 49.086 | 5.761 | 43.832 | 49.593 | 7.695 | 5 |
| 615 | 3.862 | 4.477 | 36.536 | 211.980 | 248.516 | 37.151 | 215.842 | 252.993 | 46.527 | 6 |
| 235 | 1.927 | 2.162 | 8.952 | 64.866 | 73.818 | 9.187 | 66.793 | 75.980 | 40.924 | 7 |
| 817 | 4.731 | 5.548 | 18.960 | 99.461 | 118.421 | 19.777 | 104.192 | 123.969 | 25.460 | 8 |
| 209 | 1.310 | 1.519 | 7.547 | 50.552 | 58.099 | 7.756 | 51.862 | 59.618 | 7.275 | 9 |
| 1.576 | 11.285 | 12.861 | 26.083 | 152.096 | 178.179 | 27.659 | 163.381 | 191.040 | 59.568 | 10 |
| 249 | 2.729 | 2.978 | 27.100 | 134.934 | 162.034 | 27.349 | 137.663 | 165.012 | 151.719 | 11 |
| 333 | 2.568 | 2.901 | 14.713 | 109.712 | 124.425 | 15.046 | 112.280 | 127.326 | 19.462 | 12 |
| 1.481 | 10.485 | 11.966 | 83.788 | 439.762 | 523.550 | 85.269 | 450.247 | 535.516 | 201.380 | 13 |
| 3.332 | 18.814 | 22.146 | 18.882 | 114.721 | 133.603 | 22.214 | 133.535 | 155.749 | 44.094 | 14 |
| 123 | 843 | 966 | 20.241 | 126.246 | 146.487 | 20.364 | 127.089 | 147.453 | 25.816 | 15 |
| 630 | 4.481 | 5.111 | 18.190 | 106.423 | 124.613 | 18.820 | 110.904 | 129.724 | 34.488 | 16 |
| 681 | 6.365 | 7.046 | 24.710 | 145.408 | 170.118 | 25.391 | 151.773 | 177.164 | 62.974 | 17 |
| 697 | 2.997 | 3.694 | 20.742 | 130.229 | 150.971 | 21.439 | 133.226 | 154.665 | 40.065 | 18 |
| 353 | 7.705 | 8.058 | 18.776 | 123.553 | 142.329 | 19.129 | 131.258 | 150.387 | 26.730 | 19 |
| 6.982 | 51.393 | 58.375 | 35.825 | 212.480 | 248.305 | 42.807 | 263.873 | 306.680 | 399.026 | 21 |
| 1.696 | 9.618 | 11.314 | 27.104 | 138.767 | 165.871 | 28.800 | 148.385 | 177.185 | 30.868 | 22 |
| 54 | 467 | 521 | 14.094 | 130.082 | 144.176 | 14.148 | 130.549 | 144.697 | 22.503 | 23 |
| 1.689 | 9.364 | 11.053 | 14.740 | 98.141 | 112.881 | 16.429 | 107.505 | 123.934 | 50.914 | 24 |
| 1.281 | 4.445 | 5.726 | 48.885 | 245.005 | 293.890 | 50.166 | 249.450 | 299.616 | 84.657 | 25 |
| 545 | 3.107 | 3.652 | 10.134 | 53.159 | 63.293 | 10.679 | 56.266 | 66.945 | 73.419 | 26 |
| 801 | 6.049 | 6.850 | 14.885 | 74.690 | 89.575 | 15.686 | 80.739 | 96.425 | 17.760 | 27 |
| 637 | 5.071 | 5.708 | 17.273 | 109.107 | 126.380 | 17.910 | 114.178 | 132.088 | 33.115 | 28 |
| 2.766 | 14.016 | 16.782 | 68.524 | 403.502 | 472.026 | 71.290 | 417.518 | 488.808 | 137.824 | 29 |
| 563 | 4.372 | 4.935 | 26.351 | 153.107 | 179.458 | 26.914 | 157.479 | 184.393 | 82.154 | 30 |
| 1.186 | 8.177 | 9.363 | 33.209 | 196.477 | 229.686 | 34.395 | 204.654 | 239.049 | 35.989 | 31 |
| 44 | 307 | 351 | 3.112 | 20.296 | 23.408 | 3.156 | 20.603 | 23.759 | 35.861 | 32 |
| 13.047 | 79.431 | 92.448 | 74.592 | 436.884 | 508.476 | 84.609 | 516.315 | 600.924 | 1.010.577 | 33 |
| 1.653 | 9.939 | 11.592 | 59.787 | 240.368 | 300.155 | 61.440 | 250.307 | 311.747 | 615.066 | 34 |
| 2.389 | 14.342 | 16.731 | 28.347 | 151.627 | 179.974 | 30.736 | 165.969 | 196.705 | 43.080 | 35 |
| 370 | 2.231 | 2.601 | 11.414 | 77.485 | 88.899 | 11.784 | 79.716 | 91.500 | 19.814 | 36 |
| 3.614 | 25.313 | 28.927 | 23.165 | 124.433 | 147.598 | 26.779 | 149.746 | 176.525 | 120.155 | 37 |
| 1.097 | 6.529 | 7.626 | 41.933 | 232.455 | 274.388 | 43.030 | 238.984 | 282.014 | 55.838 | 38 |
| 886 | 6.817 | 7.703 | 15.729 | 95.664 | 111.393 | 16.615 | 102.481 | 119.096 | 44.508 | 39 |
| 134 | 824 | 958 | 12.323 | 79.681 | 92.004 | 12.457 | 80.505 | 92.962 | 22.525 | 40 |
| 826 | 5.092 | 5.918 | 20.159 | 113.439 | 133.598 | 20.985 | 118.531 | 139.516 | 164.171 | 41 |
| 1.612 | 10.904 | 12.516 | 71.110 | 405.087 | 476.197 | 72.722 | 415.991 | 488.713 | 127.373 | 42 |
| 155 | 1.015 | 1.170 | 20.428 | 144.274 | 164.702 | 20.583 | 145.289 | 165.872 | 34.471 | 43 |
| 7.052 | 29.130 | 36.182 | 65.659 | 368.388 | 434.047 | 72.711 | 397.518 | 470.229 | 234.908 | 44 |
| 1.240 | 8.057 | 9.297 | 27.783 | 166.582 | 194.365 | 29.023 | 174.639 | 203.662 | 52.798 | 45 |
| 125 | 763 | 888 | 4.281 | 36.582 | 40.863 | 4.406 | 37.345 | 41.751 | 8.763 | 46 |
| 830 | 1.994 | 2.824 | 13.035 | 56.410 | 69.445 | 13.865 | 58.404 | 72.269 | 35.327 | 47 |

| NUMÉROS d'ordre | DÉPARTEMENTS | QUANTITÉS DE VINS SORTIES DES CHAIS DES RÉCOLTANTS | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Vins à A. O. C. et vins d'Alsace. | | | Vins de consommation courante. | | | Total. | | |
| | | Février. | Antérieurs | Total. | Février. | Antérieurs | Total. | Février. | Antérieurs | Total. |
| 48 | Lozère | » | » | » | 15 | 507 | 522 | 15 | 507 | 522 |
| 49 | Maine-et-Loire | 22.633 | 93.961 | 116.594 | 6.640 | 67.774 | 74.414 | 29.273 | 161.735 | 191.008 |
| 50 | Manche | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 51 | Marne | 9.046 | 248.638 | 257.684 | 633 | 8.424 | 9.057 | 9.679 | 257.062 | 266.741 |
| 52 | Marne (Haute-) | » | » | » | 155 | 280 | 435 | 155 | 280 | 435 |
| 53 | Mayenne | » | » | » | » | 37 | 37 | » | 37 | 37 |
| 54 | Meurthe-et-Moselle | » | » | » | 35 | 232 | 267 | 35 | 232 | 267 |
| 55 | Meuse | » | » | » | 20 | 642 | 662 | 20 | 642 | 662 |
| 56 | Morbihan | » | » | » | 30 | 59 | 89 | 30 | 59 | 89 |
| 57 | Moselle | » | » | » | 31 | 472 | 503 | 31 | 472 | 503 |
| 58 | Nièvre | 560 | 1.757 | 2.317 | 75 | 1.435 | 1.210 | 635 | 2.892 | 3.527 |
| 59 | Nord | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 60 | Oise | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 61 | Orne | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 62 | Pas-de-Calais | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 63 | Puy-de-Dôme | » | » | » | 738 | 10.435 | 11.173 | 738 | 10.435 | 11.173 |
| 64 | Pyrénées (Basses-) | 317 | 2.925 | 3.242 | 3.743 | 19.900 | 23.643 | 4.060 | 22.825 | 26.885 |
| 65 | Pyrénées (Hautes-) | » | » | » | 490 | 5.029 | 5.519 | 490 | 5.029 | 5.519 |
| 66 | Pyrénées-Orientales | 21.802 | 112.423 | 134.225 | 135.566 | 862.529 | 998.095 | 157.368 | 974.952 | 1.132.320 |
| 67 | Rhin (Bas-) | 6.845 | 68.300 | 75.145 | 2.100 | 7.152 | 9.252 | 8.945 | 75.452 | 84.397 |
| 68 | Rhin (Haut-) | 66.838 | 135.902 | 202.740 | 166 | 7.283 | 7.449 | 67.004 | 143.185 | 210.189 |
| 69 | Rhône | 52.049 | 220.963 | 273.012 | 1.988 | 47.235 | 49.223 | 54.037 | 268.198 | 322.235 |
| 70 | Saône (Haute-) | » | » | » | » | 33 | 33 | » | 33 | 33 |
| 71 | Saône-et-Loire | 13.890 | 97.403 | 111.293 | 18.893 | 137.208 | 156.101 | 32.783 | 234.611 | 267.394 |
| 72 | Sarthe | 42 | 150 | 193 | 161 | 2.414 | 2.575 | 204 | 2.564 | 2.768 |
| 73 | Savoie | » | » | » | 3.294 | 21.547 | 24.841 | 3.294 | 21.547 | 24.841 |
| 74 | Savoie (Haute-) | » | 581 | 581 | 100 | 1.899 | 1.999 | 100 | 2.480 | 2.580 |
| 75 | Seine | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 76 | Seine-Maritime | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 77 | Seine-et-Marne | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 78 | Seine-et-Oise | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 79 | Sèvres (Deux-) | 1.101 | 2.716 | 3.817 | 2.377 | 12.855 | 15.232 | 3.478 | 15.571 | 19.049 |
| 80 | Somme | » | » | » | » | » | » | » | » | » |
| 81 | Tarn | 12.861 | 100.874 | 113.735 | 62.799 | 379.288 | 442.087 | 75.660 | 480.162 | 555.822 |
| 82 | Tarn-et-Garonne | » | » | » | 13.881 | 114.350 | 128.231 | 13.881 | 114.350 | 128.231 |
| 83 | Var | 48 | 1.057 | 1.105 | 132.257 | 989.012 | 1.121.269 | 132.305 | 990.069 | 1.122.374 |
| 84 | Vaucluse | 23.995 | 101.480 | 125.475 | 63.998 | 470.732 | 534.730 | 87.993 | 572.212 | 660.205 |
| 85 | Vendée | 27 | 46 | 73 | 16.030 | 106.124 | 122.154 | 16.057 | 106.170 | 122.227 |
| 86 | Vienne | 12 | 1.088 | 1.100 | 14.707 | 112.750 | 127.457 | 14.719 | 113.838 | 128.557 |
| 87 | Vienne (Haute-) | » | » | » | 5 | 36 | 41 | 5 | 36 | 41 |
| 88 | Vosges | » | » | » | 1 | 21 | 22 | 1 | 21 | 22 |
| 89 | Yonne | 602 | 5.984 | 6.586 | 913 | 9.764 | 10.677 | 1.515 | 15.748 | 17.263 |
| | Sarre | » | » | » | 63 | 1.638 | 1.701 | 63 | 1.638 | 1.701 |
| | Total métropole et Sarre. | (1) 511.398 | 2.496.747 | (2) 3.008.145 | 2.290.296 | 17.014.052 | 19.304.348 | 2.801.694 | 19.510.799 | 22.312.493 |
| 91 | Alger | » | » | » | 393.327 | 2.435.484 | 2.828.811 | 393.327 | 2.435.484 | 2.828.811 |
| 92 | Oran | » | » | » | 534.310 | 5.419.662 | 5.953.972 | 534.310 | 5.419.662 | 5.953.972 |
| 93 | Constantine | » | » | » | 115.325 | 611.594 | 726.919 | 115.325 | 611.594 | 726.919 |
| | Total pour l'Algérie | » | » | » | 1.042.962 | 8.466.740 | 9.509.702 | 1.042.962 | 8.466.740 | 9.509.702 |
| | Totaux pour l'ensemble de la France | 511.398 | 2.496.747 | 3.008.145 | 3.333.258 | 25.480.792 | 28.814.050 | 3.844.656 | 27.977.539 | 31.822.195 |

(1) Y compris 73.683 hectolitres de vins d'Alsace. — (2) Y compris 277.885 hectolitres de vins d'Alsace.

**STATISTIQUE MENSUELLE DES CIDRES. — CAMPAGNE 1955-1956. — MOIS DE FEVRIER 1956**

| | | |
|---|---|---|
| Quantités imposées.. | Février | 174.761 hectolitres. |
| | Antérieurs | 1.602.551 — |
| | Total | 1.777.312 hectolitres. |
| Stock commercial | | 1.271.436 hectolitres. |

| QUANTITES DE VINS SOUMISES AU DROIT DE CIRCULATION | | | | | | | | | STOCK commercial | NUMÉROS d'ordre. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vins à A. O. C. | | | Vins de consommation courante | | | Total | | | | |
| Février. | Antérieurs | Total | Février. | Antérieurs | Total | Février. | Antérieurs | Total | | |
| 62 | 455 | 517 | 5.112 | 49.611 | 54.723 | 5.174 | 50.066 | 55.240 | 10.632 | 48 |
| 6.104 | 31.761 | 37.865 | 19.537 | 130.263 | 149.850 | 25.691 | 162.024 | 187.715 | 205.796 | 49 |
| 1.963 | 13.789 | 15.752 | 11.795 | 71.496 | 83.291 | 13.758 | 85.285 | 99.043 | 25.651 | 50 |
| 8.973 | 79.979 | 88.952 | 77.726 | 394.292 | 472.018 | 86.699 | 474.271 | 560.970 | 1.320.655 | 51 |
| 291 | 1.757 | 2.048 | 15.286 | 83.757 | 99.043 | 15.577 | 85.514 | 101.091 | 23.916 | 52 |
| 728 | 4.878 | 5.606 | 3.472 | 21.869 | 25.341 | 4.200 | 26.747 | 30.947 | 7.818 | 53 |
| 2.029 | 16.978 | 19.007 | 83.234 | 442.267 | 525.501 | 85.263 | 459.245 | 544.508 | 144.116 | 54 |
| 1.232 | 6.063 | 7.295 | 23.180 | 121.104 | 144.284 | 24.412 | 127.167 | 151.579 | 30.370 | 55 |
| 1.828 | 9.270 | 11.098 | 31.419 | 161.180 | 192.599 | 33.247 | 170.450 | 203.697 | 37.356 | 56 |
| 1.085 | 6.752 | 7.837 | 33.389 | 176.032 | 209.421 | 34.474 | 182.784 | 217.258 | 48.523 | 57 |
| 743 | 5.385 | 6.128 | 24.842 | 152.421 | 177.263 | 25.585 | 157.806 | 183.391 | 42.031 | 58 |
| 43.139 | 196.975 | 240.114 | 105.747 | 503.838 | 699.585 | 148.886 | 790.813 | 939.699 | 293.551 | 59 |
| 1.571 | 9.639 | 11.210 | 33.627 | 177.927 | 211.554 | 35.198 | 187.566 | 222.764 | 43.242 | 60 |
| 906 | 7.757 | 8.663 | 10.895 | 60.714 | 71.609 | 11.801 | 68.471 | 80.272 | 13.559 | 61 |
| 11.811 | 68.354 | 80.165 | 50.738 | 289.907 | 340.645 | 62.549 | 358.261 | 420.810 | 148.299 | 62 |
| 1.772 | 10.860 | 12.632 | 45.528 | 301.772 | 347.300 | 47.300 | 312.632 | 359.932 | 69.886 | 63 |
| 1.274 | 7.859 | 9.133 | 35.895 | 230.080 | 265.975 | 37.169 | 237.939 | 275.108 | 73.267 | 64 |
| 75 | 765 | 840 | 12.080 | 80.904 | 92.984 | 12.155 | 81.669 | 93.824 | 19.945 | 65 |
| 2.396 | 18.158 | 20.554 | 17.896 | 97.194 | 115.090 | 20.292 | 115.352 | 135.644 | 147.112 | 66 |
| 887 | 5.619 | 6.506 | 38.050 | 218.390 | 256.440 | 38.937 | 224.009 | 262.946 | 140.231 | 67 |
| 736 | 4.590 | 5.326 | 43.925 | 238.559 | 282.484 | 44.661 | 243.149 | 287.810 | 242.431 | 68 |
| 16.499 | 77.618 | 94.117 | 124.867 | 676.872 | 801.739 | 141.366 | 754.490 | 895.856 | 336.521 | 69 |
| 512 | 3.495 | 4.007 | 21.373 | 117.474 | 138.847 | 21.885 | 120.969 | 142.854 | 37.298 | 70 |
| 5.126 | 35.956 | 41.082 | 39.656 | 228.209 | 267.265 | 44.782 | 264.165 | 308.347 | 238.233 | 71 |
| 2.473 | 14.049 | 16.522 | 19.726 | 109.388 | 129.114 | 22.199 | 123.437 | 145.636 | 28.928 | 72 |
| 834 | 5.149 | 5.983 | 20.554 | 139.658 | 160.212 | 21.388 | 144.807 | 166.195 | 34.626 | 73 |
| 128 | 1.113 | 1.241 | 21.023 | 126.877 | 147.900 | 21.151 | 127.990 | 149.141 | 49.287 | 74 |
| 90.628 | 361.562 | 452.190 | 881.234 | 3.856.070 | 4.737.304 | 971.862 | 4.217.632 | 5.189.494 | 2.628.145 | 75 |
| 5.238 | 37.689 | 42.927 | 71.445 | 375.627 | 447.072 | 76.683 | 413.316 | 489.999 | 162.374 | 76 |
| 1.156 | 7.177 | 8.333 | 19.925 | 121.485 | 141.410 | 21.081 | 128.662 | 149.743 | 45.827 | 77 |
| 5.509 | 27.910 | 33.419 | 59.672 | 312.180 | 371.852 | 65.181 | 340.090 | 405.271 | 106.447 | 78 |
| 468 | 2.913 | 3.381 | 15.409 | 104.036 | 119.445 | 15.877 | 106.949 | 122.826 | 32.931 | 79 |
| 3.539 | 18.615 | 22.154 | 29.212 | 162.339 | 191.551 | 32.751 | 180.954 | 213.705 | 39.541 | 80 |
| 1.513 | 7.740 | 9.253 | 11.683 | 73.150 | 84.833 | 13.196 | 80.890 | 94.086 | 91.616 | 81 |
| 114 | 793 | 907 | 3.338 | 24.194 | 27.532 | 3.452 | 24.987 | 28.439 | 16.585 | 82 |
| 207 | 1.728 | 1.935 | 42.715 | 264.688 | 307.403 | 42.922 | 266.416 | 309.338 | 70.640 | 83 |
| 1.129 | 7.119 | 8.248 | 10.885 | 72.822 | 83.707 | 12.014 | 79.941 | 91.955 | 203.747 | 84 |
| 216 | 1.686 | 1.902 | 10.579 | 74.843 | 85.422 | 10.795 | 76.529 | 87.324 | 20.230 | 85 |
| 385 | 2.493 | 2.878 | 9.352 | 62.218 | 71.570 | 9.737 | 64.711 | 74.448 | 27.007 | 86 |
| 713 | 5.360 | 6.073 | 28.229 | 212.237 | 240.466 | 28.942 | 217.597 | 246.539 | 44.471 | 87 |
| 443 | 3.319 | 3.762 | 32.142 | 179.236 | 211.378 | 32.585 | 182.555 | 215.140 | 73.953 | 88 |
| 1.254 | 8.855 | 10.109 | 14.414 | 99.156 | 113.570 | 15.668 | 108.011 | 123.679 | 40.543 | 89 |
| 854 | 5.008 | 5.862 | 7.998 | 38.143 | 46.141 | 8.852 | 43.151 | 52.003 | 25.623 | |
| 295.829 | 1.563.151 | 1.858.980 | 3.454.557 | 18.672.343 | 22.126.900 | 3.750.386 | 20.235.494 | 23.985.880 | 11.973.265 | |
| » | » | » | 47.738 | 218.581 | 266.319 | 47.738 | 218.581 | 266.319 | 681.500 | 91 |
| » | » | » | 29.399 | 161.137 | 190.536 | 29.399 | 161.137 | 190.536 | 2.304.924 | 92 |
| » | » | » | 27.093 | 138.478 | 165.571 | 27.093 | 138.478 | 165.571 | 124.541 | 93 |
| » | » | » | 104.230 | 518.196 | 622.426 | 104.230 | 518.196 | 622.426 | 3.113.965 | |
| 295.829 | 1.563.151 | 1.858.980 | 3.558.787 | 19.190.539 | 22.749.326 | 3.854.616 | 20.753.690 | 24.608.306 | 15.087.230 | |

## RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES A LA STATISTIQUE MENSUELLE DES VINS DU MOIS DE FEVRIER 1956

| PERIODE | METROPOLE | | | | ALGERIE | | | | TOTAL | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Emplois de vins ou de moûts. | | | Congélation. | Emplois de vins ou de moûts. | | | Congélation | Emplois de vins ou de moûts. | | | Congélation. |
| | Jus de raisins. | Moûts concentrés. | Vinaigres. | Volume évaporé. | Jus de raisins | Moûts concentrés | Vinaigres | Volume évaporé | Jus de raisins | Moûts concentrés | Vinaigres | Volume évaporé. |
| Du 1er septembre 1955 au 29 février 1956. | 109.885 | 44.579 | 94.933 | 12.605 | » | 44.090 | 3.629 | 197 | 109.885 | 88.669 | 98.562 | 12.802 |

# BULLETIN DES RECETTES DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

## PUBLICATION DES RECETTES

### I. — Evaluation des recettes de la huitième semaine (du 18 au 24 février 1956). (En milliers de francs.)

| NATURE DU TRAFIC | 1956 — Recettes évaluées. | 1955 — Recettes comptables. | DIFFERENCE EN FAVEUR DE 1956 | | DIFFERENCE EN FAVEUR DE 1955 | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | En valeur absolue | Pourcentage | En valeur absolue | Pourcentage |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 |
| Voyageurs | 1.531.360 | 1.818.118 | » | » | 286.758 | 15,8 |
| Bagages | 18.610 | 24.040 | » | » | 5.430 | 22,6 |
| Colis dont le poids ne dépasse pas 50 kg. | 288.000 | 309.911 | » | » | 21.911 | 7,1 |
| Marchandises (détail et wagons) | 4.932.120 | 5.303.909 | » | » | 371.789 | 7,0 |
| Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français | 6.770.090 | 7.455.978 | » | » | 685.888 | 9,2 |

### II. — Evaluation des recettes au 24 février 1956.

| NATURE DU TRAFIC | RECETTES comptables du ..... au ..... 1956. | RECETTES évaluées du 1er janvier au 24 février 1956. | TOTAL des recettes du 1er janvier au 24 février 1956. | RECETTES comptables du 1er janvier au 24 février 1955. | DIFFERENCE EN FAVEUR DE 1956 | | DIFFERENCE EN FAVEUR DE 1955 | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | En valeur absolue. | Pourcentage | En valeur absolue. | Pourcentage |
| 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
| Voyageurs | » | 13.290.640 | 13.290.640 | 12.952.849 | 337.791 | 2,6 | » | » |
| Bagages | » | 176.740 | 176.740 | 189.414 | » | » | 12.674 | 6,7 |
| Colis dont le poids ne dépasse pas 50 kg. | » | 2.262.370 | 2.262.370 | 2.224.867 | 37.503 | 1,7 | » | » |
| Marchandises (détail et wagons) | » | 40 311.690 | 40.311 690 | 41.479.462 | » | » | 1.167.772 | 2,8 |
| Total des recettes de la Société nationale des chemins de fer français | » | 56.041.440 | 56.041.440 | 56.846.592 | » | » | 805.152 | 1,4 |

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7e). — *Le Préfet, Directeur des Journaux officiels:* JEAN-PAUL MARTIN.

# COTE DES CHANGES

## VERSEMENT TELEGRAPHIQUE

| Derniers cours cotés en Bourse. | Pays. | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 14 mars 1956. | | Derniers cours cotés en Bourse. | Pays. | Devise | Parité | Cours limites pratiqués par la Banque de France | | Cours extrêmes cotés à la Bourse du 14 mars 1956. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 350 .. | Etats-Unis | 1 $ U.S.A. | 350 . (1) | .... .. | .... .. | 350 .. | .... .. | 4917 .. | Norvège | 100 c. n. | 4900 . | 4863 70 | 4937 .. | 4921 .. | 4920 .. |
| 350 35 | Canada | 1 $ Can. | .... .. | .... .. | .... .. | 350 50 | 350 43 | 9245 50 | Pays-Bas | 100 fl. | 9210 52 | 9141 60 | 9279 90 | 9247 .. | 9245 .. |
| 463 70 | Côte Fse Somalis | 100 f Djib | 464 0727 | .... .. | .... . | 463 50 | .... .. | 6770 50 | Suède | 100 c. s. | 6765 625 | 6715 . | 6816 50 | 6773 .. | 6771 50 |
| 2800 .. | Mexique | 100 pes. | 2800 .. | .... .. | .... .. | .... .. | .... .. | 8039 .. | Suisse | 100 f. s. | 8063 98 | 7944 .. | 8084 .. | 8041 .. | 8039 .. |
| 8396 .. | Allemagne occid | 100 D Mk | 8333 33 | 8271 .. | 8396 . | 8396 .. | 8395 .. | 1356 25 | Autriche | 100 sch. | 1316 15 | 1336 65 | 1356 25 | 1356 25 | .... .. |
| 705 23 | Belgique | 100 F b. | 700 .. | 694 75 | 705 25 | 705 25 | .... .. | 1007 .. | Egypte | 1 liv. ég | 1005 04 | 997 . | 1013 . | 1007 .. | .... .. |
| 5083 .. | Danemark | 100 c. d | 5067 22 | 5029 25 | 5105 25 | 5087 .. | 5085 50 | 1217 50 | Portugal | 100 esc. | 1217 39 | 1208 25 | 1226 50 | 1219 50 | 1219 .. |
| 983 90 | Gde-Bretagne | 1 liv st | 980 .. | 972 65 | 987 35 | 984 50 | 984 40 | 4897 50 | Tchécoslovaquie | 100 kcs | 4861 11 | 4821 50 | 4897 50 | 4897 50 | .... .. |
| 56 09 | Italie | 100 lire | 56 008 | 55 50 | 56 43 | 56 11 | 56 095 | 117 40 | Yougoslavie | 100 din | 116 666 | 115 70 | 117 60 | .... .. | .... .. |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Zone C. F. A. | 100 F C. F. A. | 200 | États associés du Cambodge, du Laos et du Viet-Nam — 100 piastres | 1000 |
| Zone C. F. P. | 100 F C. F. P. | 550 | | |

(1) Cours de référence défini par l'avis n° 421 de l'office des changes

# ANNONCES

**LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS, 62, RUE DE RICHELIEU, PARIS**

Compte chèque postal 1.014.00, Paris,

**ET DANS SES SUCCURSALES DES DEPARTEMENTS**

**L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.**

## TIRAGES FINANCIERS

### COMPAGNIE DE MICHEVILLE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 1.597.440.000 F

SIÈGE SOCIAL, A PARIS, 1, RUE GEORGES-BERGER

R. C.: Seine n° 54-B 10138.

*Obligations de 10.000 F 6 1/2 0/0 1949.*

**Liste numérique de la série comprenant les 849 obligations amorties au septième tirage d'amortissement effectué le 8 mars 1956.**

14.649 à 15.564.

Le remboursement de ces obligations s'effectuera à partir du 1er mai 1956, coupon au 1er mai 1957 attaché, à raison de 10.000 F.

Les amortissements précédents ont été réalisés par voie de rachats en Bourse.

### Compagnie des Forges de Châtillon, Commentry et Neuves-Maisons

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.323.564.000 F

SIÈGE SOCIAL: 19, RUE DE LA ROCHEFOUCAULD, A PARIS (9e)

R. C.: Seine n° 55-B 12851.

**Obligations de 5.000 F 4 1/2 0/0 1947.**

Le neuvième amortissement, prévu pour le 1er avril 1956, ayant été réalisé en totalité par voie de rachats en Bourse, conformément à la faculté que la compagnie s'était réservée lors de l'émission, il ne sera pas effectué de tirage au sort en 1956.

Les amortissements 1948 à 1955 ont été couverts par rachats en Bourse.

### Compagnie des Transmissions Mécaniques (Seine-Doubs-Isère)

**(S. E. D. I. S.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 151.200.000 F

SIÈGE SOCIAL: 19, AVENUE DU GÉNÉRAL-MANGIN, PARIS (16e)

R. C.: Seine n° 54-B 8738.

*Obligations 6 1/2 0/0 1951 de 10.000 F.*

**LISTE NUMERIQUE**

**Des obligations amorties au tirage du 29 février 1956 et remboursables à partir du 1er avril 1956 à 10.000 F;**

**Des obligations amorties aux tirages antérieurs parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|
| 159 à 254 | 54 | 2.141 2.238 | 56 |
| 774 | opp. | 2.245 2.336 | 55 |

NOTA. — Pour parfaire l'amortissement au 1er avril 1956, la société a procédé au rachat en Bourse de 78 obligations.

### Société anonyme des Etablissements Arsène SAUPIQUET

AU CAPITAL DE 225.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 128, ROUTE DE PARIS, NANTES

R. C.: Nantes n° 55-B 248.

Registre producteurs: Loire-Inférieure n° 176.

**Obligations 4 0/0 1942.**

La Société anonyme des établissements Arsène Saupiquet, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission, a procédé au rachat en Bourse de 101 obligations 4 0/0 1942.

Il n'y a donc pas lieu d'effectuer de tirage au sort pour l'amortissement du 15 avril 1956.

**Obligation 4 0/0 1942 sortie à un tirage précédent et non présentée au remboursement.**

*Tirage* 1944.

50.

### ENTREPRISES GARCZYNSKI ET TRAPLOIR

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 150.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 34, RUE DU PAVÉ, LE MANS (SARTHE)

R. C.: le Mans n° 55-B 22.

**TABLEAU D'AMORTISSEMENT DE L'EMPRUNT 6 0/0 1956**

*Dates des amortissements et nombre de titres à amortir.*

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 1er fév. 1957 | 301 | 1er fév. 1961 | 376 | 1er fév. 1965 | 470 |
| — 1958 | 319 | — 1962 | 398 | — 1966 | 497 |
| — 1959 | 337 | — 1963 | 421 | — 1967 | 525 |
| — 1960 | 356 | — 1964 | 445 | — 1968 | 555 |

Total: 5.000 obligations.

### LA RUCHE MERIDIONALE

**(Anciens établissements L. Samson et J. Blanc réunis.)**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 108.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 40 A 46, AVENUE DE TOULOUSE, AGEN (LOT-ET-GARONNE)

R. C.: Agen n° 54-B 4.

*Obligations 4 0/0 1946 de 5.000 F.*

**LISTE NUMERIQUE**

**Des obligations amorties au tirage du 5 mars 1956 et remboursables à partir du 1er avril 1956 à 5.000 F;**

**Des obligations amorties à des tirages antérieurs parmi lesquelles figurent des titres non encore présentés au remboursement.**

| NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. | NUMÉROS | ANNÉE de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 508 à 565 | 49 | 1.192 à 1.266 | 56 | 2.344 à 2.397 | 47 |

NOTA. — Pour parfaire l'amortissement au 1er avril 1956, la société a procédé au rachat en Bourse de 18 obligations.

## MINES ET USINES DE SALSIGNE

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 377.675.000 F

SIÈGE SOCIAL: 109, BOULEVARD PEREIRE, PARIS (17e)

Registre du commerce: Seine n° 211815 B.

*Obligations de 5.000 F 4 0/0 1944.*

### LISTE NUMERIQUE

**1° Des 660 obligations amorties au huitième tirage au sort du 29 février 1956 formant, avec les titres rachetés en Bourse par la société émettrice, la totalité de l'annuité à amortir au 15 mars 1956.** Ces obligations seront remboursables à 5.000 F;

**2° Des obligations amorties aux tirages antérieurs et non encore présentées au remboursement.**

| NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 12 | 56 | 900 | 54 | 1.778 | 56 |
| 15 | 56 | 914 | 56 | 1.784 | 56 |
| 20 | 56 | 936 | 55 | 1.790 | 56 |
| 30 | 56 | 970 | 56 | 1.793 | 55 |
| 31 | 56 | 989 | 55 | 1.794 | 56 |
| 47 | 56 | 1.026 | 56 | 1.797 | 56 |
| 86 | 56 | 1.034 | 56 | 1.799 | 56 |
| 91 | 56 | 1.035 | 56 | 1.812 | 56 |
| 93 | 53 | 1.042 | 55 | 1.813 | 55 |
| 94 | 56 | 1.063 | 55 | 1.840 | 55 |
| 124 | 56 | 1.083 | 55 | 1.842 | 54 |
| 133 | 56 | 1.119 | 56 | 1.843 | 56 |
| 135 | 56 | 1.126 | 55 | 1.849 | 54 |
| 140 | 56 | 1.136 | 56 | 1.852 | 56 |
| 145 | 56 | 1.149 | 56 | 1.856 | 56 |
| 154 | 56 | 1.153 | 56 | 1.863 | 55 |
| 158 | 56 | 1.157 | 56 | 1.864 | 56 |
| 161 | 56 | 1.194 | 56 | 1.870 | 56 |
| 173 | 56 | 1.195 | 56 | 1.873 | 55 |
| 180 | 55 | 1.204 | 56 | 1.874 | 56 |
| 224 | 56 | 1.222 | 56 | 1.878 | 56 |
| 225 | 56 | 1.233 | 55 | 1.883 | 56 |
| 227 | 56 | 1.256 | 56 | 1.895 | 55 |
| 245 | 55 | 1.258 | 55 | 1.899 | 56 |
| 260 | 55 | 1.259 | 56 | 1.905 | 56 |
| 279 | 56 | 1.260 | 54 | 1.911 | 56 |
| 284 | 55 | 1.267 | 55 | 1.914 | 56 |
| 312 | 56 | 1.270 | 56 | 1.916 | 55 |
| 319 | 56 | 1.292 | 56 | 1.933 | 54 |
| 335 | 56 | 1.293 | 56 | 1.934 | 55 |
| 393 | 56 | 1.304 | 56 | 1.951 | 56 |
| 398 | 56 | 1.306 | 55 | 1.952 | 55 |
| 402 | 56 | 1.319 | 56 | 1.956 | 56 |
| 406 | 56 | 1.320 | 56 | 1.982 | 55 |
| 411 | 56 | 1.347 | 56 | 1.983 | 55 |
| 424 | 56 | 1.365 | 56 | 1.985 | 56 |
| 438 | 56 | 1.376 | 56 | 2.041 | 56 |
| 441 | 56 | 1.413 | 56 | 2.051 | 56 |
| 444 | 56 | 1.416 | 56 | 2.059 | 56 |
| 454 | 55 | 1.428 | 56 | 2.092 | 56 |
| 475 | 55 | 1.454 | 56 | 2.095 | 56 |
| 477 | 56 | 1.531 | 56 | 2.098 | 56 |
| 481 | 54 | 1.547 | 55 | 2.115 | 56 |
| 483 | 55 | 1.580 | 55 | 2.147 | 55 |
| 492 | 56 | 1.594 | 56 | 2.154 | 55 |
| 500 | 56 | 1.596 | 55 | 2.155 | 55 |
| 512 | 56 | 1.604 | 55 | 2.158 | 56 |
| 517 | 54 | 1.605 | 56 | 2.170 | 56 |
| 537 | 55 | 1.610 | 56 | 2.180 | 55 |
| 538 | 55 | 1.616 | 56 | 2.181 | 56 |
| 539 | 55 | 1.633 | 54 | 2.182 | 55 |
| 549 | 56 | 1.647 | 56 | 2.183 | 55 |
| 571 | 56 | 1.648 | 56 | 2.186 | 56 |
| 580 | 56 | 1.664 | 55 | 2.187 | 55 |
| 604 | 55 | 1.666 | 56 | 2.189 | 55 |
| 614 | 55 | 1.667 | 55 | 2.192 | 55 |
| 632 | 56 | 1.680 | 55 | 2.196 | 55 |
| 633 | 56 | 1.691 | 56 | 2.197 | 55 |
| 636 | 56 | 1.692 | 56 | 2.202 | 53 |
| 638 | 55 | 1.700 | 55 | 2.203 | 55 |
| 665 | 56 | 1.702 | 56 | 2.216 | 56 |
| 669 | 56 | 1.714 | 56 | 2.221 | 56 |
| 697 | 56 | 1.719 | 56 | 2.222 | 56 |
| 707 | 56 | 1.722 | 56 | 2.226 | 56 |
| 725 | 56 | 1.726 | 56 | 2.230 | 56 |
| 744 | 56 | 1.731 | 54 | 2.231 | 56 |
| 779 | 56 | 1.733 | 56 | 2.238 | 56 |
| 805 | 55 | 1.734 | 55 | 2.259 | 56 |
| 853 | 56 | 1.739 | 56 | 2.274 | 56 |
| 863 | 56 | 1.741 | 56 | 2.276 | 56 |
| 869 | 55 | 1.746 | 55 | 2.282 | 56 |
| 871 | 55 | 1.755 | 56 | 2.283 | 56 |
| 883 | 55 | 1.759 | 56 | 2.284 | 56 |
| 884 | 56 | 1.766 | 55 | 2.285 | 55 |
| 886 | 56 | 1.767 | 56 | 2.291 | 56 |
| 889 | 56 | 1.773 | 56 | | |

| NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|
| 2.297 | 56 | 2.932 | 56 | 3.846 | 56 |
| 2.300 | 56 | 2.933 | 54 | 3.850 | 55 |
| 2.301 | 56 | 2.943 | 56 | 3.862 | 56 |
| 2.304 | 56 | 2.950 | 56 | 3.865 | 55 |
| 2.329 | 56 | 2.951 | 55 | 3.866 | 56 |
| 2.338 | 55 | 2.964 | 56 | 3.869 | 56 |
| 2.343 | 54 | 2.969 | 56 | 3.873 | 56 |
| 2.344 | 54 | 2.970 | 54 | 3.879 | 56 |
| 2.345 | 55 | 2.971 | 55 | 3.881 | 56 |
| 2.346 | 55 | 2.972 | 56 | 3.882 | 56 |
| 2.352 | 56 | 2.973 | 56 | 3.884 | 56 |
| 2.364 | 56 | 2.974 | 55 | 3.887 | 56 |
| 2.365 | 56 | 2.982 | 56 | 3.896 | 56 |
| 2.409 | 56 | 2.983 | 55 | 3.919 | 56 |
| 2.437 | 55 | 2.984 | 55 | 3.920 | 56 |
| 2.441 | 54 | 2.986 | 54 | 3.926 | 56 |
| 2.451 | 55 | 3.002 | 56 | 3.930 | 55 |
| 2.455 | 56 | 3.003 | 55 | 3.937 | 56 |
| 2.467 | 56 | 3.005 | 56 | 3.940 | 56 |
| 2.478 | 56 | 3.011 | 55 | 3.941 | 56 |
| 2.479 | 55 | 3.021 | 56 | 3.942 | 56 |
| 2.487 | 56 | 3.044 | 54 | 3.950 | 56 |
| 2.495 | 56 | 3.046 | 55 | 3.951 | 55 |
| 2.500 | 56 | 3.075 | 54 | 3.952 | 54 |
| 2.506 | 56 | 3.079 | 55 | 3.956 | 56 |
| 2.507 | 56 | 3.080 | 55 | 3.957 | 55 |
| 2.508 | 56 | 3.083 | 56 | 3.959 | 56 |
| 2.518 | 55 | 3.085 | 55 | 3.965 | 56 |
| 2.520 | 55 | 3.089 | 56 | 3.967 | 55 |
| 2.531 | 56 | 3.091 | 56 | 3.986 | 55 |
| 2.535 | 55 | 3.094 | 55 | 3.988 | 55 |
| 2.536 | 56 | 3.095 | 56 | 3.991 | 55 |
| 2.540 | 56 | 3.096 | 56 | 3.992 | 55 |
| 2.541 | 56 | 3.100 | 54 | 3.994 | 56 |
| 2.542 | 56 | 3.112 | 55 | 3.995 | 56 |
| 2.547 | 56 | 3.113 | 56 | 3.996 | 56 |
| 2.557 | 55 | 3.114 | 54 | 3.997 | 56 |
| 2.574 | 56 | 3.115 | 56 | 4.000 | 56 |
| 2.581 | 55 | 3.116 | 56 | 4.003 | 56 |
| 2.582 | 54 | 3.117 | 55 | 4.014 | 56 |
| 2.585 | 55 | 3.123 | 56 | 4.017 | 55 |
| 2.586 | 56 | 3.134 | 56 | 4.019 | 56 |
| 2.597 | 56 | 3.149 | 56 | 4.031 | 56 |
| 2.602 | 56 | 3.151 | 56 | 4.032 | 56 |
| 2.605 | 56 | 3.162 | 55 | 4.072 | 56 |
| 2.611 | 54 | 3.163 | 56 | 4.074 | 56 |
| 2.613 | 56 | 3.187 | 55 | 4.079 | 56 |
| 2.620 | 55 | 3.213 | 53 | 4.080 | 55 |
| 2.621 | 56 | 3.214 | 56 | 4.108 | 56 |
| 2.623 | 55 | 3.228 | 55 | 4.115 | 56 |
| 2.625 | 55 | 3.229 | 56 | 4.124 | 56 |
| 2.627 | 56 | 3.238 | 55 | 4.132 | 55 |
| 2.639 | 55 | 3.243 | 54 | 4.134 | 55 |
| 2.640 | 56 | 3.244 | 56 | 4.138 | 55 |
| 2.650 | 55 | 3.249 | 56 | 4.148 | 55 |
| 2.651 | 56 | 3.250 | 56 | 4.199 | 54 |
| 2.652 | 56 | 3.348 | 56 | 4.202 | 56 |
| 2.658 | 56 | 3.350 | 56 | 4.215 | 56 |
| 2.660 | 56 | 3.352 | 56 | 4.216 | 56 |
| 2.678 | 56 | 3.354 | 56 | 4.227 | 54 |
| 2.679 | 56 | 3.483 | 55 | 4.235 | 56 |
| 2.680 | 56 | 3.496 | 56 | 4.249 | 55 |
| 2.681 | 55 | 3.497 | 55 | 4.291 | 55 |
| 2.682 | 56 | 3.499 | 54 | 4.292 | 56 |
| 2.690 | 56 | 3.500 | 55 | 4.305 | 55 |
| 2.692 | 56 | 3.515 | 55 | 4.345 | 55 |
| 2.697 | 56 | 3.519 | 55 | 4.346 | 55 |
| 2.706 | 55 | 3.520 | 56 | 4.349 | 56 |
| 2.710 | 55 | 3.551 | 56 | 4.365 | 56 |
| 2.760 | 56 | 3.553 | 56 | 4.378 | 56 |
| 2.779 | 55 | 3.578 | 54 | 4.382 | 56 |
| 2.797 | 56 | 3.584 | 55 | 4.384 | 54 |
| 2.798 | 54 | 3.599 | 55 | 4.398 | 56 |
| 2.803 | 55 | 3.605 | 55 | 4.423 | 56 |
| 2.806 | 55 | 3.614 | 56 | 4.448 | 56 |
| 2.818 | 56 | 3.679 | 56 | 4.449 | 56 |
| 2.819 | 55 | 3.683 | 55 | 4.466 | 54 |
| 2.835 | 55 | 3.684 | 56 | 4.470 | 56 |
| 2.836 | 56 | 3.686 | 56 | 4.487 | 56 |
| 2.840 | 56 | 3.687 | 56 | 4.490 | 54 |
| 2.851 | 56 | 3.731 | 56 | 4.491 | 56 |
| 2.852 | 56 | 3.732 | 56 | 4.518 | 56 |
| 2.857 | 55 | 3.734 | 55 | 4.521 | 56 |
| 2.859 | 55 | 3.763 | 56 | 4.522 | 55 |
| 2.860 | 56 | 3.765 | 55 | 4.523 | 56 |
| 2.863 | 56 | 3.779 | 56 | 4.529 | 54 |
| 2.867 | 56 | 3.810 | 56 | 4.542 | 55 |
| 2.886 | 54 | 3.811 | 56 | 4.557 | 56 |
| 2.889 | 56 | 3.813 | 54 | 4.563 | 55 |
| 2.891 | 54 | 3.814 | 56 | 4.565 | 56 |
| 2.915 | 55 | 3.815 | 54 | 4.566 | 56 |
| 2.919 | 53 | 3.839 | 56 | 4.568 | 56 |
| 2.920 | 55 | 3.840 | 56 | 4.574 | 54 |
| 2.928 | 55 | 3.845 | 55 | 4.583 | 56 |

| NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. | NUMEROS | ANNÉES de remboursement. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 4.586 | 56 | 5.625 | 56 | 6.414 | 56 | 7.250 | 56 | 8.169 | 55 | 9.211 | 56 |
| 4.597 | 55 | 5.629 | 56 | 6.418 | 56 | 7.255 | 56 | 8.174 | 55 | 9.226 | 56 |
| 4.598 | 55 | 5.632 | 56 | 6.438 | 56 | 7.256 | 55 | 8.184 | 56 | 9.229 | 54 |
| 4.608 | 56 | 5.651 | 56 | 6.439 | 55 | 7.261 | 55 | 8.186 | 56 | 9.242 | 56 |
| 4.620 | 54 | 5.652 | 55 | 6.450 | 55 | 7.282 | 55 | 8.190 | 56 | 9.246 | 54 |
| 4.636 | 56 | 5.689 | 56 | 6.474 | 56 | 7.284 | 56 | 8.191 | 56 | 9.251 | 56 |
| 4.638 | 56 | 5.690 | 56 | 6.478 | 56 | 7.322 | 56 | 8.201 | 56 | 9.262 | 53 |
| 4.658 | 56 | 5.751 | 56 | 6.484 | 56 | 7.327 | 56 | 8.215 | 56 | 9.267 | 56 |
| 4.660 | 56 | 5.778 | 56 | 6.499 | 56 | 7.329 | 55 | 8.236 | 56 | 9.271 | 53 |
| 4.667 | 55 | 5.798 | 56 | 6.503 | 56 | 7.332 | 56 | 8.237 | 56 | 9.279 | 56 |
| 4.669 | 56 | 5.807 | 56 | 6.506 | 56 | 7.336 | 55 | 8.247 | 55 | 9.283 | 56 |
| 4.683 | 56 | 5.809 | 56 | 6.515 | 56 | 7.341 | 55 | 8.252 | 56 | 9.315 | 54 |
| 4.697 | 56 | 5.811 | 56 | 6.520 | 56 | 7.465 | 55 | 8.257 | 56 | 9.325 | 52 |
| 4.700 | 55 | 5.812 | 56 | 6.531 | 56 | 7.466 | 56 | 8.258 | 56 | 9.357 | 56 |
| 4.729 | 56 | 5.823 | 56 | 6.535 | 54 | 7.476 | 55 | 8.260 | 55 | 9.358 | 55 |
| 4.742 | 55 | 5.824 | 54 | 6.547 | 55 | 7.482 | 56 | 8.269 | 55 | 9.363 | 56 |
| 4.745 | 56 | 5.826 | 55 | 6.550 | 56 | 7.489 | 55 | 8.278 | 56 | 9.382 | 55 |
| 4.789 | 56 | 5.829 | 54 | 6.557 | 55 | 7.490 | 56 | 8.279 | 56 | 9.383 | 55 |
| 4.791 | 56 | 5.852 | 56 | 6.558 | 55 | 7.495 | 56 | 8.293 | 55 | 9.402 | 55 |
| 4.793 | 56 | 5.855 | 54 | 6.563 | 55 | 7.497 | 55 | 8.303 | 55 | 9.407 | 54 |
| 4.813 | 56 | 5.857 | 54 | 6.573 | 56 | 7.500 | 56 | 8.306 | 56 | 9.410 | 55 |
| 4.815 | 56 | 5.877 | 56 | 6.583 | 55 | 7.504 | 55 | 8.314 | 56 | 9.415 | 55 |
| 4.818 | 56 | 5.887 | 54 | 6.585 | 54 | 7.511 | 56 | 8.315 | 56 | 9.417 | 55 |
| 4.819 | 56 | 5.932 | 56 | 6.629 | 54 | 7.514 | 54 | 8.330 | 56 | 9.435 | 56 |
| 4.820 | 56 | 5.960 | 54 | 6.644 | 56 | 7.523 | 56 | 8.333 | 56 | 9.439 | 56 |
| 4.822 | 56 | 5.962 | 55 | 6.668 | 56 | 7.535 | 56 | 8.335 | 56 | 9.461 | 52 |
| 4.843 | 55 | 5.963 | 54 | 6.688 | 55 | 7.547 | 56 | 8.345 | 56 | 9.462 | 56 |
| 4.846 | 55 | 5.964 | 55 | 6.690 | 56 | 7.589 | 56 | 8.390 | 56 | 9.463 | 56 |
| 4.849 | 55 | 5.968 | 56 | 6.699 | 56 | 7.591 | 55 | 8.392 | 56 | 9.465 | 56 |
| 4.851 | 56 | 5.970 | 56 | 6.706 | 55 | 7.592 | 55 | 8.397 | 56 | 9.471 | 56 |
| 4.892 | 56 | 5.972 | 56 | 6.713 | 56 | 7.629 | 56 | 8.404 | 55 | 9.475 | 56 |
| 4.910 | 55 | 6.026 | 56 | 6.736 | 56 | 7.631 | 56 | 8.405 | 56 | 9.476 | 56 |
| 4.911 | 56 | 6.029 | 56 | 6.737 | 55 | 7.633 | 56 | 8.407 | 54 | 9.479 | 56 |
| 4.916 | 56 | 6.040 | 56 | 6.743 | 56 | 7.640 | 56 | 8.421 | 55 | 9.493 | 56 |
| 4.930 | 56 | 6.060 | 55 | 6.744 | 55 | 7.680 | 56 | 8.423 | 56 | 9.496 | 54 |
| 4.943 | 56 | 6.062 | 56 | 6.757 | 56 | 7.681 | 55 | 8.426 | 55 | 9.511 | 56 |
| 4.949 | 55 | 6.096 | 56 | 6.766 | 56 | 7.707 | 55 | 8.427 | 56 | 9.551 | 56 |
| 4.950 | 55 | 6.097 | 56 | 6.769 | 56 | 7.708 | 55 | 8.434 | 55 | 9.562 | 56 |
| 4.951 | 56 | 6.099 | 56 | 6.774 | 56 | 7.725 | 56 | 8.436 | 56 | 9.566 | 56 |
| 4.960 | 56 | 6.101 | 55 | 6.780 | 55 | 7.726 | 55 | 8.437 | 55 | 9.567 | 56 |
| 4.964 | 55 | 6.109 | 55 | 6.786 | 56 | 7.727 | 55 | 8.442 | 56 | 9.569 | 55 |
| 4.969 | 56 | 6.110 | 56 | 6.797 | 55 | 7.729 | 54 | 8.480 | 55 | 9.571 | 56 |
| 4.970 | 55 | 6.126 | 56 | 6.804 | 56 | 7.732 | 56 | 8.483 | 56 | 9.573 | 55 |
| 4.973 | 55 | 6.131 | 55 | 6.811 | 55 | 7.736 | 56 | 8.484 | 56 | 9.581 | 56 |
| 4.976 | 56 | 6.132 | 55 | 6.818 | 55 | 7.743 | 56 | 8.517 | 56 | 9.592 | 55 |
| 4.981 | 56 | 6.133 | 55 | 6.824 | 55 | 7.777 | 56 | 8.519 | 55 | 9.604 | 56 |
| 4.987 | 56 | 6.138 | 54 | 6.826 | 54 | 7.782 | 56 | 8.522 | 54 | 9.619 | 56 |
| 5.005 | 56 | 6.149 | 56 | 6.848 | 56 | 7.784 | 56 | 8.536 | 56 | 9.611 | 56 |
| 5.018 | 56 | 6.154 | 56 | 6.849 | 53 | 7.802 | 56 | 8.537 | 55 | 9.617 | 56 |
| 5.091 | 56 | 6.156 | 56 | 6.851 | 54 | 7.822 | 55 | 8.592 | 56 | 9.625 | 56 |
| 5.094 | 56 | 6.159 | 55 | 6.852 | 55 | 7.830 | 56 | 8.665 | 55 | 9.627 | 56 |
| 5.097 | 55 | 6.162 | 56 | 6.853 | 56 | 7.832 | 54 | 8.666 | 55 | 9.630 | 55 |
| 5.106 | 56 | 6.170 | 55 | 6.854 | 53 | 7.865 | 56 | 8.667 | 56 | 9.663 | 54 |
| 5.108 | 54 | 6.172 | 55 | 6.855 | 53 | 7.866 | 54 | 8.726 | 56 | 9.666 | 56 |
| 5.110 | 56 | 6.174 | 55 | 6.865 | 56 | 7.873 | 56 | 8.768 | 56 | 9.673 | 55 |
| 5.114 | 54 | 6.175 | 55 | 6.871 | 56 | 7.876 | 56 | 8.774 | 56 | 9.675 | 55 |
| 5.116 | 54 | 6.177 | 56 | 6.883 | 56 | 7.881 | 56 | 8.783 | 56 | 9.677 | 56 |
| 5.161 | 55 | 6.178 | 56 | 6 887 | 56 | 7.884 | 56 | 8 788 | 55 | 9.706 | 55 |
| 5.164 | 56 | 6.179 | 55 | 6.903 | 56 | 7.885 | 56 | 8.791 | 55 | 9.710 | 55 |
| 5.170 | 54 | 6.182 | 56 | 6.905 | 56 | 7.887 | 55 | 8.836 | 55 | 9.711 | 55 |
| 5.194 | 55 | 6.191 | 54 | 6.906 | 56 | 7.888 | 56 | 8.843 | 56 | 9.713 | 55 |
| 5.210 | 56 | 6.203 | 56 | 6.910 | 56 | 7.907 | 56 | 8.887 | 56 | 9.714 | 55 |
| 5.239 | 56 | 6.204 | 56 | 6.912 | 55 | 7.918 | 56 | 8.915 | 56 | 9.735 | 56 |
| 5.240 | 56 | 6.208 | 56 | 6.913 | 55 | 7.921 | 56 | 8.916 | 56 | 9.736 | 56 |
| 5.247 | 55 | 6.211 | 56 | 6.930 | 56 | 7.927 | 55 | 8.920 | 56 | 9.738 | 56 |
| 5.254 | 54 | 6.216 | 56 | 6.948 | 56 | 7.930 | 56 | 8.931 | 56 | 9.740 | 56 |
| 5.257 | 56 | 6.227 | 56 | 6.949 | 56 | 7.942 | 55 | 8.932 | 56 | 9.750 | 55 |
| 5.306 | 55 | 6.232 | 55 | 6.955 | 55 | 7.944 | 55 | 8.937 | 56 | 9.752 | 55 |
| 5.354 | 56 | 6.234 | 56 | 6.956 | 55 | 7.945 | 54 | 8.938 | 56 | 9.777 | 55 |
| 5.357 | 55 | 6.239 | 56 | 6.957 | 55 | 7.947 | 56 | 8.943 | 56 | 9.781 | 56 |
| 5.403 | 54 | 6.240 | 54 | 6.959 | 56 | 7.949 | 56 | 8.973 | 55 | 9.786 | 55 |
| 5.405 | 55 | 6.241 | 54 | 6.962 | 56 | 7.950 | 54 | 8.977 | 56 | 9.787 | 56 |
| 5.408 | 54 | 6.248 | 56 | 6.978 | 55 | 7.951 | 56 | 8.986 | 56 | 9.819 | 55 |
| 5.409 | 56 | 6.253 | 56 | 6.980 | 55 | 7.961 | 55 | 9.056 | 55 | 9.820 | 55 |
| 5.410 | 55 | 6.255 | 56 | 6.981 | 55 | 7.974 | 55 | 9.057 | 55 | 9.822 | 56 |
| 5.417 | 56 | 6.264 | 56 | 6.984 | 56 | 7.975 | 56 | 9.071 | 56 | 9.830 | 54 |
| 5.429 | 56 | 6.269 | 55 | 7.017 | 56 | 7.999 | 56 | 9.085 | 56 | 9.832 | 56 |
| 5.430 | 56 | 6.286 | 56 | 7.028 | 56 | 8.040 | 55 | 9.086 | 56 | 9.835 | 56 |
| 5.431 | 53 | 6.288 | 56 | 7.058 | 55 | 8.042 | 55 | 9.090 | 56 | 9.854 | 56 |
| 5.433 | 53 | 6.290 | 56 | 7.060 | 56 | 8.053 | 56 | 9.112 | 55 | 9.860 | 53 |
| 5.435 | 55 | 6.304 | 56 | 7.089 | 55 | 8.054 | 55 | 9.113 | 55 | 9.861 | 54 |
| 5.440 | 56 | 6.306 | 56 | 7.093 | 56 | 8.069 | 55 | 9.114 | 56 | 9.866 | 56 |
| 5.445 | 56 | 6.318 | 56 | 7.094 | 56 | 8.074 | 56 | 9.130 | 56 | 9.944 | 56 |
| 5.447 | 56 | 6.322 | 56 | 7.154 | 55 | 8.075 | 56 | 9.140 | 56 | 9.953 | 55 |
| 5.450 | 56 | 6.342 | 56 | 7.191 | 54 | 8.119 | 55 | 9.141 | 56 | 9.956 | 56 |
| 5.475 | 55 | 6.349 | 56 | 7.193 | 55 | 8.123 | 55 | 9.148 | 56 | 9.970 | 55 |
| 5.506 | 56 | 6.359 | 55 | 7.203 | 56 | 8.143 | 55 | 9.152 | 56 | 9.971 | 55 |
| 5.541 | 56 | 6.374 | 56 | 7.204 | 55 | 8.145 | 56 | 9.153 | 56 | 9.974 | 56 |
| 5.546 | 55 | 6.375 | 56 | 7.233 | 55 | 8.146 | 56 | 9.167 | 56 | 9.976 | 56 |
| 5.588 | 54 | 6.376 | 56 | 7.241 | 56 | 8.151 | 56 | 9.175 | 55 | 9.981 | 56 |
| 5.610 | 54 | 6.379 | 56 | 7.243 | 56 | 8.167 | 55 | 9.197 | 56 | 9.983 | 56 |
| 5.620 | 56 | 6.383 | 56 | 7.249 | 56 | 8.168 | 54 | 9.208 | 56 | 9.988 | 56 |
| | | 6.411 | 56 | | | | | | | | |

## DEMANDES DE CHANGEMENT DE NOM

M. Glain (Jean-Robert-André), né le 30 mars 1903 à Gavres (Morbihan), demeurant à Brazzaville (Afrique équatoriale française), et son fils majeur Glain (Michel-Gérard), né le 27 décembre 1932 à Cap-Saint-Jacques (Cochinchine), demeurant à Nancy (Meurthe-et-Moselle), déposent une requête auprès du garde des sceaux à l'effet d'ajouter à leur nom patronymique celui de Saint-Avoye, pour s'appeler désormais Glain de Saint-Avoye.

M. Georges Reichenberg, né le 18 mars 1923 à Moson (Hongrie), demeurant 3, cité de Phalsbourg, à Paris, agissant tant en son nom personnel qu'au nom de son fils mineur Lucien, né le 23 juillet 1951 à Paris, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de Rocher.

# ASSOCIATIONS

## ASSOCIATIONS FRANÇAISES

### DECLARATIONS

(Décret du 16 août 1901.)

17 février 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Vervins. **Association du Ciné-club du Familistère de Guise.** But: intéresser les spectateurs à l'évolution de l'art cinématographique et à la qualité des œuvres présentées. Siège social: 100, rue Sadi-Carnot, Guise (Aisne).

17 février 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Château-Thierry. **Boule castelthéodoricienne.** But: pratique du sport boule et obligatoirement de l'éducation physique. Siège social: café des Sports, Château-Thierry (Aisne).

17 février 1956. Déclaration à la préfecture de Troyes. **Amicale des jeunes de Longpré.** But: former une équipe théâtrale. Siège social école publique de Longpré.

18 février 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Gourdon. **Centre d'études techniques agricoles.** But: fournir à ses membres les moyens de faciliter la gestion de leur exploitation, en améliorer la rentabilité par une application judicieuse des progrès techniques modernes. Siège social: mairie de Mayrac (Lot).

18 février 1956. Déclaration à la préfecture de la Lozère. **Association chanacoise d'éducation populaire.** But: éducation physique et morale des jeunes. Siège social: salle Saint-Jean-Baptiste, Chanac.

20 février 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Verdun. **La Protectrice du chevreuil de Jeandelize.** But: réglementation de la chasse en forêt et repeuplement en gibier. Siège social: chez le président, Saint-Jean-les-Buzy (Meuse).

21 février 1956. Déclaration à la préfecture de police. **Groupe folklorique de l'Ile-de-France.** But: maintenir et propager les coutumes, chants et danses de l'Ile-de-France. Siège social: 16, avenue de Wagram, Paris.

21 février 1956. Déclaration à la préfecture des Ardennes. **L'Amicale des philatélistes de Givet et environs.** But: resserrer les liens qui unissent tous les collectionneurs de timbres et leur permettre d'échanger à la fois des timbres, de la documentation et des informations philatéliques. Par son action auprès des jeunes, elle permettra également de leur inculquer de sérieuses notions de méthode, de patience, d'histoire et de géographie. Siège social: mairie de Givet.

21 février 1956. Déclaration à la préfecture du Nord. **Amicale laïque mixte Lavoisier — Nouveau Labouraur.** But: défendre l'école laïque, établir un lien entre les familles et l'école et promouvoir l'éducation populaire. Siège social: école de garçons, rue des Dragons, Wattrelos.

21 février 1956. Déclaration à la préfecture de la Côte-d'Or. **Foyer des jeunes travailleurs.** But: promouvoir, favoriser et améliorer, par tous les moyens dont elle dispose, les œuvres d'éducation et culture populaire, et en particulier le foyer des jeunes travailleurs. Siège social: 7, rue du Château, Dijon.

22 février 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Castelsarrasin. **Association locale des aides familiales agricoles de Montaigu-de-Quercy.** But: venir en aide aux familles. Siège social: mairie de Montaigu-de-Quercy (Tarn-et-Garonne).

22 février 1956. Déclaration à la préfecture des Basses-Alpes. **Club des Discophiles dignois.** But: audition de disques de musique de jazz et symphonique et initiation à la culture musicale dans tous les genres. Siège social: mairie de Digne.

22 février 1956. Déclaration à la sous-préfecture de Béthune **Boulistes harnésiens.** But: développer le sport des boules. Siège social: 35, rue d'Athènes, Harnes (Pas-de-Calais).

Paris — Imprimerie des Journaux officiels, 31, quai Voltaire.


# CODES édités et mis en vente par la Direction des Journaux officiels

| | | |
|---|---|---|
| **CODE DE LA MUTUALITE (Edition 1955).** | Une brochure de 64 pages, format in-8° carré | **100 fr.** |
| **CODE DE DEONTOLOGIE MEDICALE (Edition 1955).** | Une brochure de 32 pages, format in-8° carré | **75 fr.** |
| **CODE DE L'AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE (Edition 1955).** | Une brochure de 168 pages, format in-8° carré | **200 fr.** |
| **CODE DE LA FAMILLE ET DE L'AIDE SOCIALE (Edition 1956).** | Une brochure de 148 pages, format in-8° carré | **200 fr.** |
| **CODE DE L'INDUSTRIE CINEMATOGRAPHIQUE (Edition 1956).** | Une brochure de 56 pages, format in-8° carré | **75 fr.** |

Ces Brochures, de format in-8° carré, tirées sur beau papier et sous couverture forte, sont mises en vente ou expédiées franco par la **Direction des Journaux officiels**, 31, quai Voltaire, Paris (7e).

(*Règlement par mandat-poste, chèque bancaire ou chèque postal* [*C. C. P.* 9063-13 *Paris*].)